



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021



GEORGES BRIATA HYMNE À L'EUROPE 2004 huile sur toile 146 x114

« Nous sommes là pour accomplir une œuvre commune, non pour négocier des avantages mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun » Jean Monnet- Mémoires



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 – 1^{er} semestre 2021

RÉCAPITULATIF

Le travail de l'année a été consacré

-à des **réflexions et des débats sur des thèmes au service des problèmes actuels de la société européenne avec publications**

- à des **actions publiques (Webinaire – Colloque- Forum).**

-RÉFLEXIONS SUR L'UE : ESPOIRS ET DANGERS

- **1« 2021 l'année des possibles »**

Monique Beltrame - La Provence 28 02 21

- **« Le temps presse. The time is ticking »**

Monique Beltrame - Médiapart 05 01 21

« Le Traité de Paris, acte de foi pour bâtir l'avenir »

Monique Beltrame ' Médiapart 21 04 21

« Que diable allaient-ils faire dans cette galère ? »

Monique Beltrame - La Provence 02 05 21

- **« Fossé entre l'Europe et les économies chinoises et américaines »**

Maxence Dagher - Médiapart 08 06 21 –

-L'EUROPE ET LES ÉLECTIONS RÉGIONALES :

« La Région, unité de valeur de la solidarité européenne »

Monique Beltrame La Provence 20 06 21

-9 mai journée de l'Europe

Écho de la « Conférence sur l'avenir de l'Europe »

Monique Beltrame-Médiapart 13 05 21

RÉFLEXIONS SUR LE RÔLE DU SPORT ENTRE LES PEUPLES

- **« Redonner goût à l'Europe par le biais du sport »**

Michel Pautot La Marseillaise 12 01 21

« Coronavirus : Sport en détresse »

Michel Pautot - La Provence 07 03 21

2^{ème} semestre page suivante...



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 – 2^{ème} semestre 2021

RÉCAPITULATIF

-RENCONTRE AMÉRICAINE

« Indépendance Day »

La Provence 18 07 21

-WEBINAIRE du 9 juillet 2021 :

« Et si l'Europe passait par le Sport »

-Si l'Europe passait par le Sport

Maxence DAGHER - Médiapart 15 07 21

- Compte-rendu « **Si l'Europe passait par le Sport** » - LEGISPORT

-FESTIVAL des associations VIVACITÉ

-Réunion de travail –

-Impressions

La DÉFENSE de L'EUROPE

- **« Face aux Talibans, la peur en commun »**

Monique BELTRAME - La Provence 1^{er} 10 21

- CONFÉRENCE-DÉBAT en présentiel

- **« UNE ARMÉE POUR L'EUROPE ? »**

10 novembre 2021 Aux Arcelnaux - 25, Cours Honoré d'Estienne d'Orves - 13001 Marseille

Avec **M. Guy TEISSIER** Député et ancien président de la commission Défense nationale et des forces armées

Le Général Michel FODRIAT

Mme Katrin AUS DEM SIEPEN, Directrice du Service politique de l'Ambassade d'Allemagne à Paris

-Invitation

- **« À quand une armée pour l'Europe ? »**

Monique Beltrame – La Provence 7 novembre 2021

-Remise du Prix de l'amitié franco-allemande à la Présidente du Comité européen Marseille par Madame Katrin AUS DEM SIEPEN au nom de son Excellence l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne à Paris, Hans-Dieter LUCAS. (Billet de blog de Philippe LEGER)

- **Paroles de Madame Katrin Aus dem Siepen**

- **« Une Fédération politique pour la Défense européenne »**

Philippe LEGER - Mediapart 17 11 21

L'ALLEMAGNE APRES ANGELA MERKEL

- **« Europe : feu vert pour la coalition tricolore »**

Monique BELTRAME - Médiapart 10 12 21

- **« L'avenir de l'Europe en phase ascendante de maturité »**

Monique BELTRAME – La Provence 12 12 21

La Provence

8660

Marseille

Dimanche 28 février 2021

2021 sera l'année des possibles en Europe

L'année 2020 a failli faire imploser l'Europe sous la pression populiste et la précipiter dans le chaos d'une rupture économique causé par la pandémie. Comment sauver 70 ans de paix et de démocratie ?

Renversant les tabous, mutualisant les aides, rachetant les dettes souveraines la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, créent les conditions d'une solidarité européenne. Aux forces d'obstruction, la Cour européenne de justice oppose la prééminence du droit européen sur le droit national.

À l'instigation d'Emmanuel Macron, Angela Merkel accepte l'idée d'un vaste plan de relance inédit pour le continent. Au cours d'un Conseil européen extraordinaire, un Plan de relance de 750 milliards d'euros, adossé au budget 2021-2027 de 1 074 milliards, est ratifié le 21 juillet à l'unanimité après 4 nuits et 5 jours d'après négociations. On aurait pu penser que la validation par le Parlement européen avant la ratification par les Parlements nationaux,



MONIQUE BELTRAME

Présidente
du Comité
au droit en
Marseille

se ferait sans encombre. Mais les députés exigent que la Hongrie et la Pologne, toutes deux sous le coup d'une procédure pour violation des valeurs fondamentales de l'Union, rectifient leur trajectoire. En réponse à leur refus d'obtempérer, les parlementaires adoptent une résolution prévoyant de couper les fonds de l'UE aux États membres faisant fi de la démocratie. Cette disposition provoque l'ire des deux pays incriminés qui prennent l'UE en otage en bloquant le Plan de relance. La situation est grave.

Le texte clé du Plan qui autorise la Commission à emprunter sur les marchés, ne peut être ratifié qu'à l'unanimité. Face à l'urgence, l'Europe se débat, tiraillée par les forces populistes à ses frontières. Boris Johnson continue d'épuiser les diplomates pour un accord qu'il ne veut, en fait, pas négocier avec l'UE, mais qu'il cherche à ébranler par des arrangements séparés avec les 27. Pendant ce temps, la Chine signe, le 15 novembre 2015, le plus important "marché commun" au monde, l'accord Asie-Océanie, dans lequel fi-

gurent 14 pays asiatiques, dont le Japon... l'Australie et la Nouvelle Zélande, membres du Commonwealth, perles de la Couronne de sa gracieuse Majesté. À Bruxelles, les 2 frondeurs sont convaincus que leurs partenaires européens acculés à l'urgence se contenteront de leur faire la leçon. Les événements se précipitent. Touché par la magie de Noël, Boris Johnson a renoncé à un no-deal dévastateur. Un Brexmas (Brexit Christmas) a été déposé sous le sapin grâce aux efforts inlassables de 4 ans et demi de pourparlers conduits par Michel Barnier. Mais comment s'arracher au continent avec des liens économiques, scientifiques et militaires si étroits ? En 10 mois, l'Europe a pris des mesures d'exception dans le respect de la démocratie et de l'intérêt général. Unie, enfin, dans la diversité et dans l'épreuve, l'Europe avance dans l'adversité. Tout en luttant contre la pandémie, les portes ont été déverrouillées pour assurer la survie de notre civilisation. 2021 sera l'année des possibles pour surmonter de nouveaux défis.

OPINION



Europe 2020 : le temps presse... « The clock is ticking ! »

- 5 JANV. 2021
- CARNETS D'EUROPE
- **L'année 2020 a été frappée par une série de bouleversements, menaçant l'UE jusque dans ses fondements. Rappel des faits par Monique Beltrame, présidente du Comité Européen Marseille.**



De gauche à droite : David Frost, Boris Johnson, Ursula von der Leyen, Michel Barnier. Bruxelles - CE/Berlaymont - 10/12/2020 © Co-opérateurs: Photographe: Etienne Ansotte Union européenne, 2020 Source: EC - Service audiovisuel

Le 31 janvier le Royaume-Uni quitte l'Union Européenne selon le souhait du Premier ministre britannique, Boris Johnson.

« The clock is ticking ! » s'exclame Michel Barnier, négociateur européen du Brexit.

Les exigences, contradictoires, de Boris Johnson empêchent toute avancée.

De longues tractations s'ensuivent dans une mer d'incertitudes, géopolitiques et économiques.

Puis, telle une malédiction, la pandémie de la COVID 19 s'abat sur l'Europe...

L'heure tourne. La situation est extrêmement grave pour l'UE. Le texte clé du Plan de relance qui autorise la Commission à emprunter sur les marchés, ne peut être ratifié qu'à l'unanimité. Malgré l'urgence l'Europe se débat, tiraillée par les forces populistes. Boris Johnson continue d'épuiser les diplomates pour un accord qu'il ne veut, en fait, pas négocier avec l'UE qu'il cherche à ébranler par des arrangements séparés avec les 27. Pendant ce temps la Chine signe, le 15 novembre 2015, le plus important « marché commun » au monde, l'accord Asie-Océanie, le RCEP (Partenariat régional économique global) dans cet accord figurent avec 14 autres pays asiatiques, dont le Japon... l'Australie et la Nouvelle Zélande, membres du Commonwealth, perles de la Couronne de sa gracieuse Majesté. L'Amérique trouvera aussi au lendemain de la politique twittée de Donald Trump une carte commerciale bouleversée. L'Union européenne a traversé des moments exceptionnellement éprouvants. Les deux frondeurs ont réellement cru que les Européens, devant le danger d'une bascule économique feraient marche arrière et se contenteraient de faire la leçon comme d'habitude. Mais les temps ont changé. L'UE a gagné la bataille populiste. Le mécanisme de conditionnalité à l'État de droit sera, non pas à l'unanimité mais à la majorité qualifiée au Conseil européen.

En moins d'un an, l'Europe a renforcé l'intégration du continent à pas de géant

En 10 mois l'Europe s'est transformée. Elle a stoppé la dérive libérale et retrouvé l'intérêt commun à l'échelle du continent, voulu par les Pères fondateurs.

La Commission européenne qui n'avait aucune compétence en matière de santé, gère aujourd'hui la vaccination contre la Covid19 pour tous les citoyens européens. Le Plan de relance projette le futur et restructure l'économie, dans le respect de l'environnement avec l'ambition d'assurer à l'UE l'indépendance stratégique grâce aux nouvelles technologies et la maîtrise du numérique. Pour assurer l'avenir, il ne doit pas peser sur les générations futures. La route est tracée pour la Next Generation EU. Les aides financières apportées par l'UE doivent s'inscrire dans un objectif précis correspondant aux ambitions du plan dont les effets doivent innover l'ensemble du continent. L'Emprunt s'étale sur 30 ans pendant lesquels il faudra travailler pour faire fructifier cette nouvelle économie. De plus une fiscalité commune commencera à voir le jour par la création de Ressources propres à l'UE qui facilitera le remboursement de la dette. La taxe sur le carbone des produits importés sera mise en œuvre au 1er janvier 2021, suivie par d'autres prélèvements aux frontières.

« The clock is ticking » et les événements se précipitent. Touché par la magie de Noël, Boris Johnson a renoncé à un no-deal dévastateur. Un Brexmas (Brexit Christmas) a été déposé sous le sapin grâce aux efforts inlassables de 4 ans et demi de pourparlers. Michel Barnier, ce diplomate ferme et clairvoyant, est le Maître d'œuvre de cette unité inattendue des 27 face aux épreuves. On a évité «le Singapour sur la Tamise». Le cadre est fixé, ; à présent des accords sont à trouver secteur par secteur dans le calme indispensable à des négociations. Mais les liens économiques, scientifiques et militaires sont si étroits qu'on peut déjà poser la question : pourquoi cet arrachement du Royaume Uni au continent ?

L'Europe s'est fortifiée pendant cette année. Unie, enfin, dans la diversité, elle avance dans la douleur par le combat et une foi retrouvée en sa mission. Tout en luttant contre les ravages de la pandémie, les portes ont été déverrouillées pour assurer la survie de notre civilisation. 2021 sera l'année des possibles pour surmonter de nouveaux défis. La Présidence allemande aura marqué l'histoire. L'Europe sort de sa chrysalide et doit déployer ses ailes. La Présidence française, prévue pour le premier semestre 2022, est déjà sur le pont.

Monique BELTRAME

Présidente du Comité européen Marseille

ÉDITION : PHILIPPE LEGER

39 BILLETS 4 ÉDITIONS 219 ARTICLES D'ÉDITIONS 30 FAVORIS 5 LIENS 59 CONTACTS

MEDIAPART

L'ÉDITION Carnets d'Europe RÉDACTEUR EN CHEF : JÉRÔME TRIAUD

21 AVR. 2021

LE TRAITÉ DE PARIS

ACTE DE FOI POUR BÂTIR L'AVENIR

Par Monique BELTRAME,
Présidente du Comité Européen Marseille



Signature du traité instituant la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), le 18 avril 1951 à Paris, Quai d'Orsay, Ministère des Affaires étrangères. De gauche à droite : Johannes van den Brink, Dirk Stikker, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Carlo Sforza, Joseph Meurice, Joseph Bech and Paul van Zeeland. © Source, EC - Audiovisual Service - Date 18/04/1951, ID: P-002720/00-3 Reportage, P-002720

Il y a 70 ans, le 18 avril 1951, le Traité de Paris mettait en œuvre les principes, définis par le plan Jean Monnet et proclamés, moins d'un an auparavant, dans la Déclaration Robert Schuman du 9 mai 1950.

Ce Traité discret institue la première Communauté européenne celle du Charbon et de l'Acier (CECA) et inaugure 70 ans de paix entre les six pays signataires, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne puis instaure la paix sur tout le continent. L'Allemagne vient juste de retrouver une existence politique par la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA), le 21 septembre 1949, accord établi par les « Trois Puissances » occidentales, États-Unis, France et Royaume Uni tandis que la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne a été promulguée le 23 mai 1949, sous la conduite des occupants alliés, soucieux de rendre impossible toute dérive totalitaire. Quel est le principe à l'origine de ce Traité qui permet de faire d'un continent en ruine, un exemple de coexistence pacifique entre les peuples ? Est-il encore d'actualité en Europe ?

Un événement historique qui a changé le destin des peuples condamnés à la fatalité de la "guerre héréditaire"

Le Traité de Paris est l'évènement historique dont l'impulsion a changé le cours de l'histoire pour sortir les pays européens de la spirale infernale de la guerre ; Il s'agissait de trouver le moyen d'unir dans un même effort les pays démocratiques de la pointe ouest eurasiatique restée encore libre." *Le charbon et l'acier étaient à la fois la clef de la puissance économique et celle de l'arsenal où se forgeaient les armes de la guerres ...les fusionner, par-dessus les frontières serait leur ôter leur prestige maléfique en les tournant, au contraire, en gage de paix", explique Jean Monnet dans ses Mémoires ' . Pour inverser le courant de l'histoire, le Gouvernement français propose de mettre en commun un pan essentiel de l'industrie lourde, le charbon et l'acier en plaçant sous une Haute Autorité commune,*

Le partage de la souveraineté : librement consenti par des nations respectueuses de l'État de Droit

Mais transposer ce principe généreux dans la réalité réclame un changement majeur dans l'esprit des hommes : faire passer l'intérêt commun avant l'intérêt national ! Jean Monnet aura la charge de transposer cette pensée dans la réalité. Dans la mise en œuvre de la CECA, il déploya tous ses efforts pour faire comprendre aux industriels et aux responsables politiques qu'il s'agissait « d'accomplir une œuvre commune non pour négocier des avantages mais pour rechercher son avantage dans l'avantage commun. »

Gérer ensemble les richesses pour créer la paix réclamait un cadre institutionnel particulier, basé sur un principe fondateur qui allait gouverner cette nouvelle Communauté européenne et l'Europe jusqu'à l'heure actuelle : le partage de la souveraineté librement consentie par des nations respectueuses de l'État de Droit.

De la Cour arbitrale à la Cour européenne de Justice

La CECA est gérée par une Haute Autorité, définie comme organe suprême, indépendante des gouvernements pour déterminer un plan d'action dans l'intérêt général, en soumettant ses projets à une Assemblée commune parlementaire composée de représentants de la société civile et un Conseil des ministres représentant les États. Pour assurer le respect du principe d'égalité, une Cour arbitrale veille sur le fonctionnement de la première Communauté. Ce schéma perdurera au-delà des différents Traités.

La Haute Autorité commune devient la Commission Européenne qui impulse la politique européenne dans l'intérêt général, le Conseil représente les États, le Parlement les citoyens, la Cour arbitrale devient la Cour européenne de Justice.

*Pour les Pères fondateurs, la CECA était la première étape vers une fédération européenne...
Économique par nécessité, le plan Monnet-Schuman était éminemment politique !*

Cette conception de l'Europe est plus que jamais d'actualité.

En moins d'un an on avait jeté les bases de l'Europe, en moins d'un an on risque de les ébranler.

La mise en place du Plan de relance de 750 millions d'Euros en est la preuve. Adopté le 21 juillet 2020 et en cours de ratification par les Parlements nationaux, il est brusquement suspendu par la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe le 26 mars 2021 à la suite d'un référé de l'extrême droite, remettant en cause la primauté du droit européen sur le droit national. L'Allemagne ne serait plus souveraine dans la maîtrise des dépenses de la nation en cas de défaut de paiement de l'un des 27. Le prétexte est fallacieux car le grand emprunt européen, garanti par les Vingt-Sept, remboursable sur 37 ans, sera financé par de nouvelles ressources fiscales européennes (taxe carbone aux frontières, taxes plastique, numérique, sur les GAFAS...) qui seront votées prochainement, avant le début du remboursement à partir de 2028.

Pourtant c'est par l'Europe et la première Communauté du Charbon et de l'Acier que l'Allemagne a réintégré le concert des nations, recouvré sa dignité et avec elle la myriade de petits pays qui forment l'Union.

Monique Beltrame
Présidente du Comité européen Marseille
18 avril 2021

*Titre, chapeau et sous titres : Philippe Léger journaliste
Marseille*

Que diable allaient-ils faire dans cette galère ?



MONIQUE BELTRAME

Présidente
du Comité
européen
Marseille

Lorsque, le 6 avril, la photo protocolaire est apparue sur les écrans, avec Recep Tayyip Erdogan campé au centre, de telle sorte que sa tête apparaisse au milieu des étoiles dorées brodées autour d'un soleil sur le voile des tentures d'apparat, une évidence sautait aux yeux : il n'y avait que deux fauteuils. Le jour précédant la venue de ses hôtes, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Charles Michel, président du Conseil européen, le président turc fit arrêter dix amiraux à la retraite. Était-ce une provocation qui, jointe au retrait le 20 mars de la Turquie de la Convention d'Istanbul pour la Lutte contre la violence à l'égard des femmes, laissait présager que l'homme fort du monde musulman comptait bien exclure des discussions la question des droits de l'Homme et... de la

Femme. Ainsi la présidente de la Commission trouva-t-elle une place sur un sofa. Pour Erdogan, cette invitation visait à acquérir de nouveaux avantages dans le cadre du Marché commun, car le marasme turc est catastrophique. Il était impératif pour lui d'afficher des relations pacifiées avec l'UE, afin de paraître un interlocuteur respecté aux yeux du président américain qui ne lui pardonne pas l'achat de S-400 - un système antimissile mobile - à la Russie en tant que membre de l'Otan. Mais comment peut-il transformer à son avantage les sanctions économiques prévues par Bruxelles en réponse à l'agressivité de la Turquie en Syrie contre les Kurdes, en Libye contre les Arméniens, menaçant jusqu'à la Grèce et Chypre ? À quel impératif répondait cette venue ? La peur des migrants. Redoutant l'invasion d'un flux massif

de réfugiés, les émissaires européens devaient s'assurer que l'accord Turquie-UE, signé en 2016 pour la gestion de la crise migratoire, est toujours d'actualité. Ce pacte stipule que la Turquie garde les migrants, financièrement entretenus par l'UE. L'UE privilégie les négociations à un conflit ouvert. Mais doit-on se soumettre aux caprices d'un dictateur ? Les Européens ont envoyé en mission diplomatique les plus hautes personnalités de l'UE avec un carnet de chèques auprès du sultan d'Ankara, responsable de tous les conflits dans la région et d'une répression intérieure sans merci. Est-ce un voyage à Canossa ou une expérience initiatique pour prendre conscience de la pertinence d'une politique étrangère et de défense commune pour un vieux continent en voie d'unification ?

Un fossé se creuse entre l'Europe et les économies chinoises et américaines

- 8 JUIN 2021
- PAR [MAXENCE.DAGHER](#)
- BLOG : [EUROPE ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES](#)

L'ampleur du plan de relance européen – que Christine Lagarde ex-directrice du FMI estime sous- dimensionné - déterminera le rôle joué par l'Union au 21e siècle. Soit elle reste dans la course technologique et économique, soit un fossé de plus en plus grand se creuse entre son économie et celles de la Chine et des Etats-Unis.

- LA CHARTE
- PARTICIPEZ

Un fossé se creuse entre l'Europe et les économies chinoises et américaines

- 8 JUIN 2021
- PAR [MAXENCE.DAGHER](#)
- BLOG : [EUROPE ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES](#)

L'ampleur du plan de relance européen – que Christine Lagarde ex-directrice du FMI estime sous- dimensionné - déterminera le rôle joué par l'Union au 21e siècle. Soit elle reste dans la course technologique et économique, soit un fossé de plus en plus grand se creuse entre son économie et celles de la Chine et des Etats-Unis.



Pièces de monnaie et figurines miniatures avec des dés formant le mot "wealth" (richesse) © ID: P-045603/00-03 Reportage: P-045603
Date: 26/08/2020 Lieu: Bruxelles - CE/Berlaymont Etiquette: Billets/Pièces, Croissance, Travail, Emploi, In

Il faut relancer davantage et plus vite sinon les 27 se feront définitivement dépassés. D'autant que la conjoncture est défavorable : le FMI met en garde contre un risque de sévère de correction sur les marchés et de fin de l'argent gratuit. Les bulles financières ainsi engendrées éclateront alors avec leur lot de perdants et de gagnants. L'heure de la rigueur budgétaire a sonné !

Plan de relance US deux fois supérieur au plan européen

La Chine a déjà impulsé son économie avec une croissance de 18,3% au premier trimestre 2021. Les Etats-Unis s'activent de leur côté avec un plan de relance massif de plus de 1.600 milliards d'euros qui devrait pousser leur croissance à 6,4% du PIB en 2021, soit deux fois le plan de relance européen.

La nécessité d'une relance très forte de l'économie européenne

Selon le FMI Bruxelles refuse un effort de relance européen à hauteur de 3 points de PIB en 2021 et 2022 aussi la crise pourrait-elle laisser des séquelles. Plus la relance économique sera importante, plus le redressement de la zone euro sera rapide, moins les ménages et les entreprises auront à en souffrir.

On doit relancer la politique budgétaire puisque la politique monétaire ne suffit plus à stimuler la production, les taux d'intérêt étant au plus bas. Aussi le Vieux Continent doit-il proposer un nouveau programme d'aides aux entreprises en difficulté et aux ménages qui souffrent le plus, de l'ordre de 3 % du PIB en 2021 et 2022. Ceci pourrait faire croître le PIB de 2 % environ d'ici à la fin de l'année 2022. À moyen terme, l'effet massif que ces mesures exerceraient sur l'offre, réduirait au moins de moitié les séquelles de la crise.

Les mesures budgétaires cumulées aux USA entre 2020 et 2022 représentent près d'un quart du PIB alors qu'elles sont toutes inférieures à 10 % du PIB dans les quatre grandes économies de la zone euro. Le plan européen atteint à peine 5 % du PIB de l'UE sur les trois prochaines années, dont la moitié est constituée de simples prêts freinant d'autant la croissance à venir. Deux dangers guettent la zone euro : un vrai risque sur la productivité si on ne relance pas plus et plus vite ; et son hétérogénéité qui va s'accroître à la fin de la crise. Or il n'y aura pas de nouveau stimulus budgétaire au niveau européen avant les élections allemandes en septembre prochain et la présidentielle française en mai 2022. D'ici là, la BCE va chercher à acheter du temps.

Un fossé de plus en plus important entre les États-Unis et l'Europe

Toujours selon le FMI le PIB américain devrait bondir de 6,4 % en 2021, grâce à un solide plan de relance et une campagne de vaccination réussie. Le PIB européen, quant à lui, devrait plafonner à 4,4 % de croissance cette année en raison de sa gestion désastreuse des commandes de vaccins. Freinée par cette lenteur et des politiques de relance moins ambitieuses qu'outre-Atlantique, l'économie européenne décroche face à celle des États-Unis. Ce retard pourrait ne plus être rattrapable.

Alors que l'économie chinoise a retrouvé en 2020 son niveau d'avant la pandémie, que les États-Unis y parviendront cette année, l'Europe - assommée par les reconfinements - devra quant à elle patienter au moins jusqu'à l'été 2022.

Les USA vont continuer à rebondir très fortement grâce à une immense stimulation budgétaire alors que l'Europe - ayant amorti le choc de la pandémie avec des mesures coûteuses de chômage partiel qui ont sauvé l'emploi - n'a pas cet élan additionnel.

Le retard pris par l'Union - en raison de cette conjoncture dégradée de mise en œuvre des réformes dans les différents pays membres - risque d'être persistant. Pour Bruxelles, trop accélérer pourrait créer des déséquilibres qu'il faudrait ensuite corriger. Par crainte de l'inflation, des déficits et des problèmes de coordination, cette dernière privilégie régulièrement le risque de chômage et de perte de contenu économique à celui d'une surchauffe.

Risque d'une sévère correction sur les marchés

Le FMI soutient que les marchés - actuellement déconnectés de la réalité économique -, atteignent des sommets malgré la récession mondiale provoquée par la pandémie. Ils pourraient subir une sévère correction.

Les investisseurs parient sur une aide ferme et durable des banques centrales qui soutiendra une reprise rapide même si les données économiques indiquent une récession plus profonde que prévue. Si leur analyse venait à changer, il se produirait une correction des actifs à risque menaçant la reprise.

La dette des entreprises, déjà enlevée avant la pandémie, après une décennie de taux d'intérêt bas, atteint à présent des niveaux amplifiés alors que la dette des ménages augmente également. Si les emprunteurs ne sont pas en mesure de rembourser dans un contexte de reprise lente, on pourrait avoir de sérieux problèmes.

Le soutien exceptionnel des gouvernements qui ont déployé - en accord avec les banques centrales - liquidités, prêts et taux d'intérêts bas, a amorti l'impact de la pandémie sur l'économie et le système financier mondial. Cela a évité de grandes vagues de licenciements et de faillites. La facilité d'obtention des crédits, pourrait cependant entraîner des effets pervers.

Fin de l'argent gratuit ?

Selon Marc Touati, président du cabinet ACDEFI, les banques centrales occidentales - afin d'amortir la récession engendrée par la pandémie - ont contribué à augmenter les masses monétaires des États-Unis et de l'Europe via la "planche à billets" à des taux d'intérêt monétaires extrêmement bas et déployé un "quantitative easing" d'envergure par l'achat massif de dettes, en majorité publiques. Elles ont ainsi plongé le monde dans un dangereux paradis artificiel.

De 2008 à 2021, le bilan de la Fed a été multiplié par 9, atteignant en avril 2021 7.821 milliards de dollars, dont 92% de titres de dettes, principalement publiques alors qu'il n'était que de 3.800 milliards de dollars avant la pandémie. Le bilan total de la BCE a lui aussi été multiplié par 9 mais par rapport à 2004 faisant ainsi plus fort à 7.522 milliards d'euros, soit plus de 9.000 milliards de dollars. Cette expansion très conséquente de liquidités affectées aux achats massifs d'obligations d'État - par ces deux banques centrales - a permis aux taux d'intérêt de ces dernières de rester artificiellement bas, en dépit de la flambée des dettes publiques.

L'argent gratuit créé a ainsi permis d'alimenter les bulles financières obligataires, boursières, immobilières et des cryptomonnaies. Ceci a aggravé les inégalités entre épargnants.

Outre-Atlantique, les relances budgétaires et monétaires ont amorti le choc de la pandémie. Ainsi le PIB américain n'a baissé que de 3,5% en 2020 et cette économie est repartie sur le sentier d'une croissance forte et durable fin 2020 et début 2021.

A l'inverse, dans la zone euro, la générosité de la BCE n'a pas permis d'éviter une récession l'an dernier et ne concède qu'une timide croissance début 2021.

L'argent gratuit dans les pays de l'Union s'avère inefficace et dangereux car les acteurs économiques et les États se sont habitués à des taux d'intérêt obligataires nuls. Les banques centrales ont ainsi compromis la sortie de crise à présent que la croissance redémarre aux États-Unis et bientôt dans la zone euro. En effet, la robuste inflation consécutive mettra fin à la "planche à billet" et aux taux d'intérêt à 0%. Elles essaieront de gagner du temps et de couvrir les gouvernements et les marchés financiers. Mais avec une variation positive du PIB et une inflation supérieure à 3%, ces dernières ne pourront plus appuyer l'expansion monétaire afin de ne pas déstabiliser ces économies. Et ce, d'autant que les dettes publiques continuent d'exploser, dépassant amplement les 100 % en moyenne dans la zone euro, les 120% aux États-Unis et en France, les 160% en Italie et en Espagne et les 210% en Grèce... L'ère de l'argent gratuit va bientôt prendre fin. Aussi, les taux d'intérêt des obligations d'État commencent à augmenter. Le "quoi qu'il en coûte", qui a permis aux pays européens de dépenser sans compter sans retour d'une croissance forte et durable, va coûter très cher. Avec le retour à la normale, les marchés financiers - quoiqu'imparfaits - changeront de comportement et arrêteront de dilapider des sommes colossales. Le dégonflement des bulles financières qui s'en suivra apportera son lot de gagnants et de perdants parmi les épargnants. Une correction sévère s'effectuera démontrant que la vraie création de richesses ne réside pas dans la "planche à billets", la création monétaire factice et l'argent de la spéculation acquis aisément. Mais elle résulte de l'investissement, l'esprit d'entreprise, l'inventivité et du travail. L'ère de la rigueur budgétaire est venue !

MEDIAPART

• LE JOURNAL

Lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe à Strasbourg

13 MAI 2021

PAR PHILIPPE LEGER

ÉDITION : CARNETS D'EUROPE

STRASBOURG 9 MAI 2021

Journée de l'Europe et Séance inaugurale de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

L'avenir est entre vos mains

Par Monique BELTRAME,

Présidente du Comité Européen Marseille

Ce 9 mai, le parlement européen a commémoré la Déclaration Schuman et lancé la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Cet appel du 9 mai 1950, à l'origine de la CECA (Traité de Paris 1951), s'adressait aux dirigeants des États. Soixante-dix ans plus tard, on veut associer le plus grand nombre de citoyens aux décisions. « Pour une Europe plus juste, plus verte et plus numérique ».

« Nous sommes, a précisé le président MACRON qui inaugurait la conférence par un discours de bienvenue, à un moment historique à Strasbourg, capitale de l'Europe, siège du Parlement européen. Robert Schuman a voulu que la frontière du Rhin ne soit plus le symbole de la peur mais celui de la réconciliation de la France et de l'Allemagne et du départ pour une communauté de destin à construire au-delà d'un affrontement séculaire. Rappeler les principes fondateurs de partage librement consenti, c'est s'inspirer d'un passé vivant pour construire l'avenir.»

« Nous sommes, a précisé le président MACRON qui inaugurait la conférence par un discours de bienvenue, à un moment historique à Strasbourg, capitale de l'Europe, siège du Parlement européen. Robert Schuman a voulu que la frontière du Rhin ne soit plus le symbole de la peur mais celui de la réconciliation de la France et de l'Allemagne et du départ pour une communauté de destin à construire au-delà d'un affrontement séculaire. Rappeler les principes fondateurs de partage librement consenti, c'est s'inspirer d'un passé vivant pour construire l'avenir.»



Conférence sur l'avenir de l'Europe - Evénement inaugural Date de l'événement: 09/05/2021 © EP-114475A Photographe Christian CREUTZ droits d'auteur © Union européenne 2021 - Source: PE

David SASSOLI préside le Parlement européen, cette Institution transnationale élue au suffrage universel, unique au monde qui régit les rapports entre des peuples, hier ennemis, sur la base de principes démocratiques. Ainsi, peut-on comprendre que la construction de l'Europe : c'est compliqué ! Gérer démocratiquement une myriade de petits pays si dissemblables par leur histoire, leur culture et leur langue relève de la gestion de la complexité. Pourtant les difficultés liées aux différences ne sont jamais un obstacle insurmontable pour l'Union Européenne toujours à l'écoute du particularisme des régions pour fondre le continent dans une union fondée sur la solidarité. Les autocraties, certes, ont des capacités de réaction plus rapides mais ne s'attardent pas sur les droits de la personne humaine ou sur le respect des différences et n'admettent surtout pas des avis différents même fondés. Il est plutôt imprudent, voire dangereux, dans ces régimes, d'exprimer son opinion. Le bien-être de leur population n'est pas le premier de leur souci tandis que l'homme est au cœur du projet européen.

Certes on peut regretter un certain retard de l'Europe face aux vaccins, d'un mois ou deux. Il n'existait pas de vaccins avant décembre 2020. Conçus en général par les chercheurs européens, ils ont été exploités avec la participation des laboratoires outre-Atlantique. Bien que dépourvue de compétence en matière de santé, la Commission s'est emparée du problème pour organiser sur l'ensemble du continent une action concertée et efficace pour tous. Il a fallu tout inventer. Pour la sécurité du citoyen on a évité de se précipiter pour soumettre les nouveaux produits au contrôle de l'Agence Européenne des Médicaments. On a lancé des usines de productions qui travaillent jour et nuit. Produire davantage et aller plus vite. L'Europe a accéléré à la fois la production et la vaccination. Aucun pays ne pouvait s'en sortir seul. Grâce au principe de solidarité, fondateur de l'UE, tous les Européens sont traités sur un pied d'égalité.

Face au danger, la Commission Européenne a répondu, sans délégation sanitaire, à l'urgence, conformément à sa conception d'une Europe qui protège en se dotant en pleine crise d'une capacité d'agir. L'Europe est en train de devenir le premier producteur de vaccins anti covid. Il faut du temps à notre union, mais le travail une fois accompli, elle avance plus loin et le succès

est à la hauteur de ses ambitions. L'Europe est toujours là pour apporter "une valeur ajoutée" à la législation nationale et enrichir les protections européennes, explique António COSTA, parlant au nom de la présidence actuelle du Conseil de l'UE. Où trouve-t-on un tel exemple dans le monde ? Même les États-Unis, depuis l'épisode du président Trump, prennent l'Europe pour modèle en s'inspirant du plan de relance et rejoignent l'Europe pour l'accompagner dans la distribution des vaccins sur l'ensemble de la planète.

Arrêtons de nous abreuver des faiblesses de l'Europe, chassons ces visions négatives et déformées d'un défaitisme ambiant qui distille le doute, a réclamé le président MACRON.

Les décisions ambitieuses qui ont été engagées par le plan de relance sont dédiées à la 'Next Generation EU', rappelle Mme VON DER LEYEN qui pense avant tout à la jeunesse prise au piège de la pandémie. Non seulement les fonds engagés permettront une reprise mais ils ouvrent une nouvelle direction au développement de l'économie planétaire vers une gestion plus réaliste des ressources naturelles et des exigences pour une adaptation au changement climatique. Là encore, c'est l'Europe qui est leader dans ce projet environnemental.

Puissante l'Europe ? Pas encore, mais influente, s'engageant toujours plus dans l'objectif de Robert Schuman : "contribuer à l'établissement de la paix mondiale".

Guy VON VERHOFSTADT, ministre d'État belge, co-président du comité exécutif, rappelle les projets urgents à exploiter et à réaliser. Que de gaspillage lorsque l'on refuse la mutualisation ! Sait-on que les 27 dépensent 4 fois plus que la Russie et 2 fois plus que la Chine en matière de défense » précise-t-il. L'Europe plus forte qu'elle ne le croit, doit être consciente que sa sécurité ne saurait être assurée sans défense commune et sans réponse européenne à la question migratoire, problème évoqué par le Premier ministre Portugais.

Cette conférence voulue pour éveiller les consciences des citoyens, restaurer la confiance et permettre un nouvel élan à l'intégration européenne vers son unité, doit ouvrir de nouveaux horizons. C'est le projet de la jeunesse qui trouvera à s'exprimer dans tous les domaines. Mais il s'agit de bâtir à partir de l'héritage légué. Les grands bâtisseurs de l'Europe ont engagé leur vie et se sont investis dans leur labeur pour extraire le monde de la barbarie permettant à la civilisation de renaître.

Monique BELTRAME, Présidente du Comité européen Marseille
Le 11 mai 2021

Site du Comité Européen Marseille : <https://www.comiteeuropeen.eu>

NB : Cette conférence sur l'avenir de l'Europe de l'après-covid a pour objectif de permettre à tous les citoyens de se prononcer sur le projet européen dans une consultation publique qui sera prise en compte lors de la présidence française pour façonner un continent à leur image. Le Comité européen Marseille s'engage à vous en informer.

Titre, chapeau, 1er paragraphe, choix iconographique : Philippe Léger (sg Cem
Médiapart-<https://blogs.mediapart.fr/edition/carnets-deurope/article/130521/lancement-de-la-conference-sur-l-avenir-de-l-europe-au-parlement-europeen-strasbourg>



L'EUROPE ET DES ÉLECTIONS RÉGIONALES



La Provence

N° 8772

Marseille

Dimanche 20 juin 2021

Dimanche 20 juin 2021
www.laprovence.com

Idées & Opinions

La Région, unité de valeur de la solidarité européenne

La politique régionale fait partie de l'ADN européen. Dans sa déclaration du 9 mai 1950 qui conduit le vieux continent vers un nouvel avenir, Robert Schuman déclare: "L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble... Mais par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait." Dès le début, la Communauté économique européenne (CEE), créée en 1957 par les Traités de Rome, vise à réduire les écarts de développement économique entre les régions et entre les États par un transfert de ressources des plus riches vers les plus démunis. Les six pays fondateurs créent le Fonds social européen (FSE) pour les travailleurs, car le projet européen est indissociable du progrès social. C'est le premier élargissement en 1973 avec le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark qui va impulser un essor à la

politique régionale pour faire face à la remise à niveau des nouveaux entrants. La CEE crée le Fonds européen de développement économique régional (FEDER). La Grande-Bretagne peut participer de l'épanouissement industriel et agricole européen. L'Irlande sortira d'une économie d'un autre âge, tandis que le petit Danemark va pouvoir jouer dans la cour des grands. Pour adhérer à cette entité "sui generis" qu'est notre Europe en formation, il faut montrer patte blanche, c'est-à-dire être un Etat de droit. Sitôt la Grèce, l'Espagne et le Portugal libérés de la dictature, le processus d'adhésion se met en marche. Pour réussir leur intégration, le conseil des ministres, à Bruxelles, débloque en 1988, 69 milliards d'euros pour restaurer les infrastructures, réindustrialiser les régions, moderniser l'agriculture.



MONIQUE
BELTRAME

Présidente
du Comité
européen
Marseille

Notre continent retrouve ses racines méditerranéennes. La place centrale qu'occupe la Région dans la politique et le budget de l'UE conduit Jacques Delors à instituer en 1994 le Comité européen des régions (CdR) : une assemblée proche des citoyens, afin de participer à la mise en œuvre des programmes européens. C'est le miracle de la transformation de la CEE - devenue UE en 1993. De 2014 et 2020 la Région Sud a géré 950 millions d'€ de fonds européens, dont 540 millions pour l'agriculture et 111 pour la transition énergétique. On dénombre 2800 projets d'accès à l'emploi.

Notre région rayonne en participant à cinq programmes de coopération et à un programme autour de la Méditerranée. A l'heure où les partis s'entrechoquent pour les élections régionales, la Région est l'unité de valeur de la solidarité européenne.

SPORTS

Des pistes pour redonner goût à l'Europe par le biais du sport

INISPORTS

opéen convaincu an inconditionnel sport, Maître Michel Pautot livre ses positions dans un ouvrage de référence il a entièrement actualisé.

Avant de devenir avocat et suivre les pas de son père, Michel Pautot a été ber-ar l'Europe. L'Europe des découvertes, l'exploration de nouveaux pays, la rencontre de cultures à la si loin et si proches de nous». suivi de près la construction de l'institution. Il a été le témoin de la chute du Mur de Berlin, il a vu naître la monnaie européenne, l'élargissement de l'Union Européenne qui était alors la CEE et est devenu l'Union Européenne. Le sport a aussi une place importante dans son parcours. «J'ai été ber-ar les coupes d'Europe de foot-



Michel Pautot propose des pistes pour donner vie à une Europe sportive. PHOTO DR

ball. » Pour lui, le sport est un des piliers de la construction européenne. Dans un continent qui a donné naissance aux versions modernes des grandes disciplines et des grandes épreuves.

Une sélection européenne
Comme l'Europe des institutions, celle du sport se retrouve à la croisée des chemins. Le Brexit est un symbole de cette évolution. Avec des conséquences qui vont toucher le quotidien des Européens et des disciplines sportives. C'est pourquoi est née cette réécriture d'un ouvrage, devenu depuis sa première édition une référence dans le domaine.

Michel Pautot reprend les grandes lignes. Mais avec un éclairage enrichi par neuf années de travail et de nouvelles réflexions sur ces règles du jeu communes à l'Europe et au sport. Avec à la clef quelques idées pour raviver la flamme d'une union mise à mal par les crises.

«Pourquoi ne pas faire du 9 mai, journée de l'Europe, un jour férié? Je propose la création d'un véritable poste de commissaire européen dédié aux sports. Que lors des compétitions européennes, l'hymne de l'Union soit joué dans les enceintes sportives. Et que dans le sillage des grandes compétitions internationales, comme la coupe du Monde de football, soit créée une sélection européenne. » Michel Pautot qui aimerait également voir la mise en place d'un challenge sportif entre la France et l'Allemagne. « Chaque année, il y a une journée qui célèbre l'amitié entre nos deux pays, qui sont aussi les piliers de l'Union. Ce serait un beau symbole que les sportifs de diverses disciplines se retrouvent pour des journées amicales à cette occasion. ! »

Michel Garoscio

Le sport et l'Europe
Les règles du jeu.
Par Michel Pautot, préface de Jean-Michel Brun.
Éditions Presses Universitaires du Sport.

Coronavirus : sport en détresse, jusqu'à quand ?

Le sport subit les foudres du coronavirus depuis de longs mois. La situation est grave. Pour le sport amateur, avec une saison blanche, c'est le vide, des chutes vertigineuses de licences, des compétitions et des matches annulés...

Il y a quelques mois, le mouvement sportif français avait réagi avec une "lettre ouverte" au président de la République intitulée "SOS : sport en détresse", à l'initiative du Comité national olympique et sportif français (Cnosf), cosignée par 95 fédérations.

"Nous ne voulons pas disparaître avant lui"

On lisait notamment ceci : "Notre société va devoir vivre avec le virus. Nous devons donc vivre avec lui, tant qu'il n'aura pas été vaincu, mais nous ne voulons pas disparaître avant lui".

Des pétitions ont également été lancées

par des sportifs pour la reprise du sport amateur. Alors que le sport-santé est vanté régulièrement et publicitairement pour les non-sportifs, à l'inverse les sportifs sont privés de la pratique de leurs disciplines. Curieux paradoxe...

Des clubs européens ont su s'adapter

Des dirigeants et des sportifs que nous avons rencontrés considèrent le sport comme en retrait et regrettent l'absence de publication d'études scientifiques apportant la preuve de la dangerosité de la contamination par la pratique sportive.

Pour le sport professionnel, la reprise des différents championnats et coupes européennes a été possible avec le huis clos, combiné à des protocoles sanitaires stricts.

Récemment, l'idée de matches tests avec du public a été lancée, à l'imitation

des concerts musicaux. Mais tout n'est pas réglé avec le coronavirus et ses variants. Des clubs européens ont su s'adapter. Face à l'interdiction d'un public en provenance de la Grande-Bretagne sur le territoire allemand, Mönchengladbach a reçu Manchester City pour son match de Ligue des Champions à Budapest. La capitale hongroise a accueilli également RB Leipzig-Liverpool FC. Autre exemple de délocalisation : en Ligue Europa, l'équipe allemande d'Hoffenheim et l'équipe norvégienne de Molde se sont affrontées en Espagne, à Villarreal.

L'imagination est au pouvoir sportif

Pour l'Euro de football qui doit se disputer dans douze pays différents, Israël, qui a bien avancé dans la vaccination, a proposé d'organiser des matches. Décidément, l'imagination est au pouvoir sportif.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 – 2^{ème} semestre 2021

RÉCAPITULATIF

-RENCONTRE AMÉRICAINE

« Indépendance Day »

La Provence 18 07 21

-WEBINAIRE du 9 juillet 2021 :

« Et si l'Europe passait par le Sport »

-Si l'Europe passait par le Sport

Maxence DAGHER - Médiapart 15 07 21

- Compte-rendu « Si l'Europe passait par le Sport » - LEGISPORT

-FESTIVAL des associations VIVACITÉ

-Réunion de travail –

-Impressions

La DÉFENSE de L'EUROPE

- « Face aux Talibans, la peur en commun »

Monique BELTRAME - La Provence 1^{er} 10 21

- CONFÉRENCE-DÉBAT en présentiel

- « UNE ARMÉE POUR L'EUROPE ? »

10 novembre 2021 Aux Arcelnaux - 25, Cours Honoré d'Estienne d'Orves - 13001 Marseille

Avec **M. Guy TEISSIER** Député et ancien président de la commission Défense nationale et des forces armées

Le Général Michel FOUURIAT

Mme Katrin AUS DEM SIEPEN, Directrice du Service politique de l'Ambassade d'Allemagne à Paris

-Invitation

- « À quand une armée pour l'Europe ? »

Monique Beltrame – La Provence 7 novembre 2021

-Remise du Prix de l'amitié franco-allemande à la Présidente du Comité européen Marseille par Madame Katrin AUS DEM SIEPEN au nom de son Excellence l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne à Paris, Hans-Dieter LUCAS. (Billet de blog de Philippe LEGER)

- Paroles de Madame Katrin Aus dem Siepen

- « Une Fédération politique pour la Défense européenne »

Philippe LEGER - Mediapart 17 11 21

L'ALLEMAGNE APRES ANGELA MERKEL

- « Europe : feu vert pour la coalition tricolore »

Monique BELTRAME - Médiapart 10 12 21

- « L'avenir de l'Europe en phase ascendante de maturité »

Monique BELTRAME – La Provence 12 12 21

ANCIENS COMBATTANTS

L'association France-États-Unis célèbre le 205^e anniversaire de l'indépendance des USA et renforce les liens de fraternité

Sous la houlette de Mairie Juliette Labarre, présidente de France-États-Unis (comité Marseille) se sont réunis de nombreux adhérents, ainsi que ceux des anciens combattants franco-américains dans dans le 8^e arrondissement. Le rendez-vous prévoyait une visite de madame la consulète des États-Unis à Marseille, qui au dernier moment n'a pu se déplacer pour des contingences administratives. Cependant un exposé vidéo de cette dernière a été présenté, tout en promettant sa présence formelle dès la prochaine occasion. Naturellement l'hymne national américain et *La Marseillaise* ont été repris en chœur pour conclure cette intervention vidéo.

Créée en 1915, l'association France-États-Unis a toujours pour objet de "travailler au rapprochement des peuples de deux pays, et au développement de leurs relations spirituelles et matérielles".

France-États-Unis est une association qui rassemble des adhérents de toutes catégories sociales et convictions religieuses, motivés par le désir de mieux connaître les États-Unis et par ce qui de faire connaître notre pays aux Américains. Elle est placée sous la présidence d'honneur du président de la République.

Créé en 1916, le comité Marseille fut la première délégation régionale en France. Il a pour une meilleure connaissance des États-Unis et pour faire connaître notre région aux visiteurs américains. Sa dernière initiative fut la plantation à l'automne dernier au parc Borély d'un pavé auer symbole de l'amitié franco-américaine. C'est en sou-



La présidente Marie Juliette Labarre entourée d'une partie de ses invités.

venir du passage de Thomas Jefferson à Marseille en mars 1787.

Par ailleurs le président de l'association des anciens combattants franco-américains, pour les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse, était aussi présent pour participer aux retrouvailles en l'honneur du 205^e anniversaire de l'indépendance des USA. Ce dernier a bien rappelé l'attachement des Marseillais qui honorent toujours le souvenir des soldats américains notamment tombés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi il existe à Marseille dans le cimetière Saint-Pierre des sépultures de combattants américains entretenu par le Souvenir français. Au parc Borély un petit mémorial a

été érigé à la suite d'une souscription publique. Celui-ci a été inauguré le 18 juin 1994 par le professeur Vigouroux, maire de l'époque, et madame la consulète Ann Korfià. L'occasion du 50^e anniversaire de la Libération. De même a été honoré un journaliste américain Varrian Fry qui s'appuya sur son réseau de résistance, pour fabriquer de faux papiers et documents, ainsi que des milliers de réfugiés antifascistes. Une place de Marseille porte son nom près du consulat général des USA.

Sans oublier l'hommage qui a été rendu il y a quelques semaines au pilote le Capitaine Ike B. Webb Jr. abattu par les Allemands avec son avion dans les col-

lines entourant Marseille. Et de rappeler que non loin de Marseille au village de Calas, furent accueillis plus de 100.000 soldats américains dans la base la plus grande d'Europe, construite spécialement pour assurer le passage de deux millions de soldats américains entre 1944 et 1946. Ce fut la plus grande ville américaine de France!

A l'évidence les liens de fraternité entre les Français et les Américains sont forgés dans un métal inaltérable, et les Marseillais savent cultiver l'altruisme et l'amitié qui unissent deux grandes nations que sont les États-Unis et la France. Tous les participants à cette commémoration en étaient persuadés.

Marcel CHAPARFIA



CÉLÉBRATION

De l'

INDEPENDANCE DAY

Le 4 juillet 2022

PHOTO MCA

A l'initiative de sa Présidente
Monique BELTRAME,
Le COMITE EUROPEEN MARSEILLE
Mail : cemeurope@gmail.com
[Https://:comite europeen.eu](https://comiteeuropeen.eu)



**Vous invite au
webinaire**

SPORT ET EUROPE

Et si l'avenir de l'Europe passait par le sport !

Le Vendredi 9 Juillet 2021 de 17 H à 18 H 15

A quelques jours de la finale de l'Euro de football, le COMITE EUROPEEN vous invite à participer au débat de la construction de l'Europe à travers le sport. La libre circulation des joueurs en permettant la construction d'équipes cosmopolites ouvre le champ à une nouvelle géopolitique du sport.

Des propositions sont lancées pour conforter davantage la construction de l'Europe : match amical annuel de foot France – Allemagne, équipes européennes....

Construisons l'Europe avec le sport !



Avec la participation :

-Madame Monique Beltrame, présidente du Comité Européen ;

-Maître Michel Pautot, avocat à l'origine de l'arrêt Malaja, auteur de l'ouvrage « Le sport et l'Europe – les règles du jeu » (Territorial éditions), rédacteur en chef LEGISPORT ;

-Monsieur Christophe Rethoré, Professeur Assistant en Marketing à l'ICN Business School de Nancy.

**Pour recevoir le lien de la conférence : S'inscrire auprès de Christophe Rethoré
christophe.rethore@icn-artem.com**

ET SI L'AVENIR DE L'EUROPE PASSAIT PAR LE SPORT ?

juillet 12, 2021



WEBINAIRE DU COMITE EUROPEEN DU 9 JUILLET 2021 « ET SI L'AVENIR DE L'EUROPE PASSAIT PAR LE SPORT ? »

Deux jours avant la finale de l'Euro de football Italie-Angleterre, Madame Monique Beltrame, Présidente du Comité Européen a organisé le 9 Juillet 2021 un webinaire sur « le sport et l'Europe » avec la participation de Maître Michel Pautot, avocat au barreau de Marseille à l'origine de l'arrêt Malaja et auteur de l'ouvrage « Le sport et l'Europe – les règles du jeu » (éditions Territorial), débats animés par Christophe Réthoré, Professeur associé en marketing et directeur du département marketing ICN Business School Nancy Paris Berlin.

Cette initiative s'inscrivait parfaitement dans la mission citoyenne que s'est donnée, depuis plus de 25 ans, le Comité européen Marseille : rapprocher l'Europe du citoyen et expliquer comment progresse le processus intégration de l'Europe en pénétrant tous les aspects de la vie quotidienne.

La thématique choisie par la Présidente Monique Beltrame intitulée « et si l'avenir de l'Europe passait par le sport ? », s'est révélée particulièrement judicieuse par les nombreuses pistes évoquées lors de ce webinaire.

Pourquoi pas un match amical annuel France – Allemagne de football ?

« Pour poursuivre l'œuvre européenne, il faut une nouvelle détermination et nous devons proposer des idées novatrices, c'est ce que nous avons réalisé lors de ce webinaire », a estimé Madame Monique Beltrame qui a salué le « magnifique exemple de construction européenne de l'Euro de football avec des matches organisés dans onze pays différents ».

« Il faut un nouveau souffle pour l'Europe, nous devons construire davantage, le sport ne peut pas rester sur le banc de touche de la future Europe, il doit être le N°10, le meneur de jeu », a notamment indiqué Me Michel Pautot, auteur de différentes propositions en faveur de la construction européenne.

« L'Europe ne s'est pas faite en un jour », pour Madame Monique Beltrame. L'idée de faire l'Europe dans la tête des citoyens n'est pas encore abouti. Alors faisons l'Europe à la carte, sur un projet, une idée, une solidarité. C'est le cas de France – Allemagne.

Michel Pautot a lancé l'idée d'organiser un match amical de football entre les deux sélections de la France et l'Allemagne, annuellement lors de la journée franco-allemande. « Cette idée plaît et si elle était reprise pourrait faire du match France – Allemagne un véritable classique historique comme Angleterre – Ecosse en football et rugby ou le « crunch » Angleterre – France en rugby. Ce qui permettrait de renforcer encore plus les liens entre les deux pays et l'amitié européenne », a-t-il expliqué.

L'auteur du livre « Le sport et l'Europe – les règles du jeu » a indiqué également que « la journée de l'Europe du 9 mai qui est l'anniversaire de la déclaration Schuman devrait être déclarée jour férié » et a insisté sur la « création d'un poste de Commissaire européen aux sports à part entière au sein de la Commission européenne ». « Il faudra alors changer le Traité de Lisbonne entré en vigueur en 2009 qui a inscrit le sport comme une compétence d'appui ». Il a également évoqué d'autres pistes, comme les équipes européennes, comme celle de golf de la Ryder Cup en golf, ou que « l'année 2024 devrait être déclarée Année européenne du sport avec la tenue des Jeux de Paris et de l'Euro de football en Allemagne ».

Maxence Dagher, économiste présent au webinaire est monté au créneau et a indiqué que « la proposition de commissaire européen aux sports à part entière pourrait aboutir rapidement ». Concernant l'idée de match amical annuel entre la France et l'Allemagne, il a notamment estimé que la proposition devrait être « élargie à d'autres matches comme Italie – Espagne ou autres matches ».

Madame Beltrame a souhaité que les jeux Olympiques de Paris permettent que l'année 2024 soit déclarée « année européenne du sport ».

Avis unanime des participants : construire l'Europe avec le sport !

Les participants ont été unanimes, le sport constitue un excellent moyen de construire l'Europe, comme les Coupes européennes et les migrations des joueurs qui sont des exemples forts d'intégration européenne. Il paraît difficile de parler d'Europe et de sport sans évoquer les Coupes européennes dont les retransmissions sont des valeurs sûres de l'audimat. Si la première finale de la Coupe des clubs champions en 1956 a opposé le Real Madrid au stade de Reims, la dernière finale a opposé deux clubs anglais Chelsea à Manchester City. « C'est certain que ces compétitions ont cimenté l'idée européenne, de rapprochement

des peuples et également de paix en Europe, a expliqué Me Pautot, même si l'année 2021 est assez particulière avec le Brexit. Il y a parfois des pieds de nez à l'histoire. En 1992, le Danemark avait remporté l'Euro après avoir refusé par référendum le Traité de Maastricht ».

La règle de la liberté de circulation des travailleurs communautaires posée par le Traité de Rome en 1957 qui a institué la C.E.E. (Communauté Économique Européenne) devenue aujourd'hui Union européenne sera débattue avec Monique Beltrame. Il a été question de tous les arrêts qui ont assuré une liberté de circulation des joueurs, Walrave et Koch du 12 Décembre 1974, Donà du 14 Juillet 1976, Bosman du 15 Décembre 1995 du nom du footballeur belge (« un très grand arrêt »), puis l'extension avec les accords européens, l'arrêt Malaja du 30 Décembre 2002, confirmé ensuite par les arrêts Kolpak (8 mai 2003), Simutenkov (12 avril 2005) et Kahveci (25 juillet 2008). « Alors que le Bayern de Munich a gagné la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1976 avec un seul étranger, les équipes de clubs vont débiter des rencontres sans joueur national, Chelsea, Arsenal, l'Inter Milan, le PSG, l'Eintracht... ». La composition des équipes nationales avec les joueurs évoluant à l'étranger est plus ou moins importante selon les compétitions et les finales. Si la finale de la Coupe du Monde de football 2018 France – Croatie était marquée par une certaine internationalisation (au coup d'envoi, 11 joueurs expatriés côté croate et 10 joueurs expatriés côté français), les sélections italienne et anglaise qui s'affronteront à Wembley ne disposent que d'une petite proportion de joueurs à l'étranger.

En conclusion, la Présidente du Comité européen Monique Beltrame a insisté sur le fait que si le sport connaît tant de succès c'est bien parce qu'il s'inscrit dans la culture populaire. Il constitue, par l'esprit d'équipe qu'il génère, un lien social fondamental. Ainsi la prise de conscience d'un sentiment d'appartenance à un groupe, une communauté, une nation permet-elle d'accéder à une citoyenneté de valeurs partagées. En exprimant sa passion du sport et sa foi en l'Europe, Maître Michel Pautot a raison d'appeler de ses vœux des manifestations sportives en soutien aux commémorations avec les symboles de l'Europe. Le sport par le respect "des règles du jeu" et de sa déontologie participe aux grands principes démocratiques de l'Union.



■ Maître Michel Pautot et Madame la Présidente Monique Beltrame

MEDIAPART

• LE JOURNAL

Et si l'avenir de l'Europe passait par le sport ?

15 JUIL. 2021

PAR [MAXENCE.DAGHER](#)

BLOG : EUROPE ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Monique Beltrame, présidente du Comité Européen, a organisé le 9 Juillet 2021 un webinaire sur « le sport et l'Europe » avec Me Michel Pautot, avocat au barreau de Marseille (1). Les débats étaient animés par le professeur Christophe Réthoré, directeur du département marketing ICN Business School Nancy Paris Berlin.



© Photographe : Jennifer Jacquemart /Union européenne,

2021 Scopes : Information et éducation uniquement Droits d'auteur Source: EC - S

Cette initiative s'inscrivait parfaitement dans la mission citoyenne que s'est donnée, depuis plus de 25 ans, le Comité européen Marseille : rapprocher l'Europe du citoyen et expliquer comment progresse le processus d'intégration de l'Europe en pénétrant tous les aspects de la vie quotidienne.

La thématique choisie par la Présidente Monique Beltrame intitulée « et si l'avenir de l'Europe passait par le sport ? », s'est révélée particulièrement judicieuse par les nombreuses pistes évoquées lors de ce webinaire.

Pourquoi pas un match amical annuel France – Allemagne de football ?

« Pour poursuivre l'œuvre européenne, il faut une nouvelle détermination et nous devons proposer des idées novatrices, c'est ce que nous avons réalisé lors de ce webinaire », a estimé Madame Monique Beltrame qui a salué « le magnifique exemple de construction européenne de l'Euro de football avec des matches organisés dans onze pays différents ».

« Il faut un nouveau souffle pour l'Europe, nous devons construire davantage, le sport ne peut pas rester sur le banc de touche de la future Europe, il doit être le N°10, le meneur de jeu », a notamment indiqué Me Michel Pautot, auteur de différentes propositions en faveur de la construction européenne.

« L'Europe ne s'est pas faite en un jour », pour Madame Monique Beltrame. L'idée de faire l'Europe dans la tête des citoyens n'est pas encore abouti. Alors faisons l'Europe à la carte, sur un projet, une idée, une solidarité. C'est le cas de France – Allemagne.

Michel Pautot a lancé l'idée d'organiser un match amical de football entre les deux sélections de la France et l'Allemagne, annuellement lors de la journée franco-allemande. « Cette idée plaît et si elle était reprise pourrait faire du match France – Allemagne un véritable classique historique comme Angleterre – Ecosse en football et rugby ou le "crunch" Angleterre – France en rugby. Ce qui permettrait de renforcer encore plus les liens entre les deux pays et l'amitié européenne », a-t-il expliqué.

Pour la création d'un poste de Commissaire européen aux sports

L'auteur du livre « Le sport et l'Europe – les règles du jeu » a indiqué également que « la journée de l'Europe du 9 mai qui est l'anniversaire de la déclaration Schuman devrait être déclarée « jour férié » et a insisté sur la « création d'un poste de Commissaire européen aux sports à part entière au sein de la Commission européenne ». « Il faudra alors changer le Traité de Lisbonne entré en vigueur en 2009 qui a inscrit le sport comme une compétence d'appui ». Il a également évoqué d'autres pistes, comme les équipes européennes, comme celle de golf de la Ryder Cup en golf, ou que « l'année 2024 devrait être déclarée Année européenne du sport avec la tenue des Jeux de Paris et de l'Euro de football en Allemagne ». Maxence Dagher, économiste présent au webinaire, est monté au créneau et a indiqué que « la proposition de commissaire européen aux sports à part entière pourrait aboutir rapidement ». Concernant l'idée de match amical annuel entre la France et l'Allemagne, il a notamment estimé que « la proposition devrait être élargie à d'autres matches comme Italie – Espagne ou autres matches ».

Avis unanime des participants : construire l'Europe avec le sport !

Madame Beltrame a souhaité que les jeux Olympiques de Paris permettent que l'année 2024 soit déclarée « année européenne du sport ». Les participants ont été unanimes, le sport constitue un excellent moyen de construire l'Europe, comme les Coupes européennes et les migrations des joueurs qui sont des exemples forts d'intégration européenne. Il paraît difficile de parler d'Europe et de sport sans évoquer les Coupes européennes dont les retransmissions sont des valeurs sûres de l'audimat. Si la première finale de la Coupe des clubs champions en 1956 a opposé le Real Madrid au stade de Reims, la dernière finale a opposé deux clubs anglais Chelsea à Manchester City. « C'est certain que ces compétitions ont cimenté l'idée européenne, de rapprochement des peuples et également de paix en Europe, a expliqué Me Pautot, même si l'année 2021 est assez particulière avec le Brexit. Il y a parfois des pieds de nez à l'histoire. En 1992, le Danemark avait remporté l'Euro après avoir refusé par référendum le Traité de Maastricht ».

MAXENCE.DAGHER CA CEM

Marcel Proust Institut d'histoire

PUS

Presses universitaires du sport

LE SPORT ET L'EUROPE

Les règles du jeu

Par Michel PAUTOT, docteur en droit,
avocat au barreau de Marseille

Préface de Marcel Desailly, champion d'Europe et du Monde de football



La règle de la liberté de circulation des travailleurs communautaires posée par le Traité de Rome en 1957 qui a institué la C.E.E. (Communauté Économique Européenne) devenue aujourd'hui Union européenne sera débattue avec Monique Beltrame. Il a été question de tous les arrêts qui ont assuré une liberté de circulation des joueurs, Walrave et Koch du 12 Décembre 1974, Donà du 14 Juillet 1976, Bosman du 15 Décembre 1995 du nom du footballeur belge (« un très grand arrêt »), puis l'extension avec les accords européens, l'arrêt Malaja du 30 Décembre 2002, confirmé ensuite par les arrêts Kolpak (8 mai 2003), Simutenkov (12 avril 2005) et Kahveci (25 juillet 2008). « *Alors que le Bayern de Munich a gagné la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1976 avec un seul étranger, les équipes de clubs vont débiter des rencontres sans joueur national, Chelsea, Arsenal, l'Inter Milan, le PSG, l'Eintracht...* ». La composition des équipes nationales avec les joueurs

évoluant à l'étranger est plus ou moins importante selon les compétitions et les finales. Si la finale de la Coupe du Monde de football 2018 France – Croatie était marquée par une certaine internationalisation (au coup d'envoi, 11 joueurs expatriés côté croate et 10 joueurs expatriés côté français), les sélections italienne et anglaise qui s'affronteront à Wembley ne disposent que d'une petite proportion de joueurs à l'étranger.

Le sport est inscrit dans la culture populaire et participe aux grands principes démocratiques de l'Union

En conclusion, la Présidente du Comité européen Monique Beltrame a insisté sur le fait que si le sport connaît tant de succès c'est bien parce qu'il s'inscrit dans la culture populaire. Il constitue, par l'esprit d'équipe qu'il génère, un lien social fondamental. Ainsi la prise de conscience d'un sentiment d'appartenance à un groupe, une communauté, une nation permet-elle d'accéder à une citoyenneté de valeurs partagées. En exprimant sa passion du sport et sa foi en l'Europe, Maître Michel Pautot a raison d'appeler de ses vœux des manifestations sportives en soutien aux commémorations avec les symboles de l'Europe. Le sport par le respect "des règles du jeu" et de sa déontologie participe aux grands principes démocratiques de l'Union.

(1) Me Michel Pautot, du barreau de Marseille, est à l'origine

Michel et Serge Pautot

Nos Combats

pour le sport et la justice, quelques grands procès

Préface Thierry Brailard
Secrétaire d'Etat aux Sports (2014-2017)



Extrait du site

l'arrêt Malaja et l'auteur de l'ouvrage « Le sport et l'Europe – les règles du jeu » (éditions Territorial).

Chapeau, intertitres et sélection photos : Philippe Léger

VIVACITÉ : le Festival des Associations se met au vert



La 13^e édition se veut écoresponsable précise La Provence du 11 Septembre 2021, en rappelant que le nombre d'associations que compte Marseille s'élève à 20 000.

Au parc Borély 223 associations étaient représentées ce dimanche. Ce forum s'est déroulé dans la quiétude d'une fin d'été sous une lumière dansante entre les arbres balancés par un léger Mistral. Une atmosphère à la fois gaie et accueillante a permis de nombreuses flâneries et découvertes d'une exposition à l'autre. Comparée à d'autres manifestations publiques ce festival a eu le mérite d'avoir réussi à laisser chacun s'exprimer dans la convivialité.

Concernant notre présence dans le parc, nous avons apprécié les échanges avec de nombreux promeneurs ou personnalités pour constater que l'Union européenne s'inscrit désormais dans l'esprit des citoyens comme une évidence. Quelle évolution depuis la création du Comité Européen Marseille en 1995 ! Les visiteurs échangeaient sur leur expérience personnelle d'une réalité vécue.

Notre présence a été perçue comme l'occasion de discuter sur des questions d'actualité pour comprendre l'urgence de l'intégration politique de cette entité particulière que forme cette myriade de petits pays qui ne doivent leur existence et leur confort qu'au partage du travail commun.



Les petits violonistes IMMP ont déjà animé nos manifestations



Daniel Micolon est venu nous rejoindre l'après-midi. Il a retrouvé toute sa flamme pédagogique pour défendre avec Pierre Beltrame la nécessité d'une citoyenneté européenne engagée. Laure Tirocco, avec Monique Beltrame, s'est investie tout le dimanche pour présenter l'action du CEM, secondée par Sylvain Beltrame qui a en outre prêté main forte concernant toutes les tâches matérielles.

RÉUNION DE TRAVAIL en petit comité du mercredi 8 septembre 2021 pour préparer le FORUM FESTIVAL DES ASSOCIATIONS au PARC BORÉLY du dimanche 12 septembre 2021

Avec Michel HENRIET -Marie-Amélie - Laure Tirocco - Daniel MICOLON - Monique BELTRAME - Marie-Juliette LABARRE- Sylvain BELTRAME- Maxence DAGHER - Michel PAUTOT



FESTIVAL VIVACITÉ du 12 septembre 2021 au PARC BORÉLY

Petit Repère 2021

Présentation de l'association

Le Comité européen Marseille est une association loi 1901 entièrement bénévole et citoyenne qui s'investit depuis plus de 25 ans pour promouvoir la construction européenne.

Expliquer le message des Pères Fondateurs qui a conduit un continent ravagé par les guerres vers la paix et la prospérité : tel est le sens de notre engagement. Longtemps citée en exemple pour une gestion pacifique et harmonieuse entre les peuples, enviée pour son modèle social, l'Union Européenne est aujourd'hui la première puissance capable de tracer la voie pour entraîner le monde vers la neutralité carbone dans la lutte contre le changement climatique.

L'Europe a pénétré tous les domaines de la vie quotidienne, c'est pourquoi le Comité européen Marseille embrasse un vaste champ de réflexion. Son programme touche aussi bien la Culture que le monde du Sport. Par des conférences, des débats, des manifestations culturelles nous traitons du fonctionnement de l'Union aussi bien que des problèmes d'actualité qui jalonnent la longue marche de l'Europe vers l'intégration politique et l'unification du continent.

Notre association peut donc collaborer avec les associations les plus diverses, intéressées par la dimension européenne dans leur champ d'intervention. Aussi nos adhérents seront-ils heureux de nouer des contacts avec les participants du festival de la Cité des Associations.





OTAN ASSURANCE VIE DE L'EUROPE

OU

DÉFENSE EUROPÉENNE ?



La Provence

11 9877

Marseille

Dimanche 3 octobre 2021

Face aux Talibans, la peur en commun ou le sursaut



Le 15 août, les Talibans entrent dans Kaboul. Les Américains ont décidé unilatéralement et dans la précipitation de quitter ce pays sans même consulter les pays de l'UE, leurs alliés. Dans un climat de chaos et d'impuissance, le rideau tombe sur l'Afghanistan. Les Talibans sont loin de l'Amérique mais aux frontières de l'Europe. Les Afghans ne sont pas isolés. Le Pakistan est l'arrière-pays qui a fourni la logistique à ces adorateurs de l'apocalypse. Les Chinois convoitent les richesses minières rares indispensables aux industries du futur. Les Russes, voisins immédiats, sont assurés de pouvoir faire bloc avec la Chine pour contrer les Occidentaux au Conseil de sécurité des Nations Unies. L'Iran chiïte a trouvé des accommodements avec ses frères ennemis contre le "grand Satan". L'Inde est un voisin inquiet qui ne peut tourner le dos. Le Qatar a gagné son rôle diplomatique dans le retrait américain et

son aéroport offre l'unique accès à Kaboul. Enfin, la Turquie, soutien des Frères musulmans et membre de l'OTAN et du Marché commun, tient l'Europe en otage par la question des réfugiés.

Le 15 septembre, nouveau coup de théâtre plus agressif : le président américain annonce un pacte de sécurité, Aukus, conclu dans le plus grand secret avec l'Australie et le Royaume-Uni pour contrer Pékin. Il efface sans consultation le contrat déjà conclu avec la France pour une commande de livraison de sous-marins à l'Australie à hauteur de 55 milliards d'euros. Cette attitude déloyale dévoile le peu de considération pour l'UE. La vassalisation de l'Europe à la superpuissance américaine est actée.

La peur en commun ? Pas si sûr, l'histoire n'est pas finie. Les chancelleries européennes sont restées étrangement silencieuses. Lundi 20 septembre, Joe Biden, à

l'ONU, renouvelle sans état d'âme les intentions de bienveillance à l'égard de ses alliés. C'est le moment que choisissent les ministres des Affaires Étrangères des 27 pour déclarer haut et fort leur soutien à la France. Tandis que la présidente de la Commission européenne désapprouve sur CNN la manière dont Paris a été traité, le chef de la diplomatie européenne dénonce le manque de loyauté des États-Unis et plaide pour un rôle renforcé de l'UE sur la scène internationale. Telle est bien l'intention de la présidence tournante de l'UE qui échoit à la France au 1^{er} janvier 2022 : s'engager sur l'autonomie stratégique de l'UE et établir un cadre solide en termes d'objectifs et de moyens sur lequel planchent déjà une dizaine de pays. Véritable "boussole stratégique", c'est l'affirmation de la volonté d'une Europe puissante à laquelle la coalition anglo-saxonne aura bien involontairement contribué.



Extrait du PowerPoint du Général de division Thierry CORBET
CEM 21 avril 2016

INVITATION

Les membres du Comité européen Marseille ont l'honneur de vous inviter au colloque :

« Une armée pour l'Europe ? »

Avec la participation de

Monsieur Guy TEISSIER, Député, ancien Président de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées

Général (2S) Michel FOUURIAT, Président de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale Provence (IHEDN)

Madame Katrin AUS DEM SIEPEN, Directrice de la Section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris

Présentation Monique BELTRAME Présidente du Comité européen Marseille

Mercredi 10 novembre de 18 à 20 heures

Dans la salle de séminaire des Arcenaulx - 25, Cours Honoré d'Estienne d'Orves - 13001 Marseille

Accueil 17 h 45

Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles sanitaires

20 heures Apéritif

20h30 Dîner



Photo et commentaires de Lila Lokmane



Monique Beltrame- Général Michel Foudriat-Mme Aus dem Siepen6 Ambassade d'Allemagne à Paris

« « Une salle comble des échanges passionnants ; bravo à Monique pour ce beau moment de débat. »

La Provence

N 3912

Marseille

Dimanche 7 novembre 2021

A quand une armée pour l'Europe ?

L'Europe s'est construite pour établir la paix sur le continent et empêcher la résurgence des catastrophes des deux guerres mondiales. Supprimer la guerre entre les États du continent et transposer son modèle dans le monde par son rayonnement devient l'ambition de la nouvelle communauté qui trouve son origine dans la Déclaration Robert Schuman de 1950.

En effet, à l'aube du XXI^e siècle, l'Europe est la première puissance commerciale et la deuxième puissance économique après les États-Unis. Elle inspire les grandes institutions, influence les relations internationales. Première pourvoyeuse d'aide humanitaire, elle privilégie l'État de droit et l'aide au développement. C'est ce qu'on appelle le "soft power".

Comment expliquer cette réussite en pleine guerre froide où sévissait l'équilibre de la terreur ? C'est à l'abri du bouclier américain que l'Europe a pu se construire avec des principes humanistes de paix et de solidarité. L'OTAN est ainsi devenue la pièce maîtresse de la défense de l'Europe. Une telle protection a un prix: la dépen-



dance. Suffit-il de décréter la paix pour être à l'abri de pressions ou d'agressions ? L'actualité offre des exemples alarmants de mise en danger de l'indépendance, voire de la pérennité de l'Union européenne. Le "soft power" réclame une certaine puissance, comme son nom l'indique, pour être en capacité de se défendre et d'affronter les forces hostiles. Or, depuis le Traité de Lisbonne en 2009, le deuxième pilier du Traité de Maastricht consacré à la politique européenne de sécurité et de défense est officiellement aboli, conséquence du rejet d'une constitution pour l'Europe.

"Boussole stratégique"

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) est confié à un Haut représentant dont les propositions nécessitent l'unanimité au Conseil de l'Union européenne. Mais la défense et la politique étrangère restent du ressort des pays membres concernés.

Espérer trouver un chemin vers une défense européenne sera une ambition de la

présidence française. La France ne trouvera de "boussole stratégique" qu'avec son grand partenaire d'Outre-Rhin pour engager les 27 sur la même voie.

"Une Armée pour l'Europe ?" Telle est la question que le Comité européen Marseille entend débattre avec des personnalités de haut niveau dont les compétences et les responsabilités en font des interlocuteurs privilégiés : Guy Teissier, député, ancien président de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées, le Général Michel Foudriat, président de l'Institut des Hautes Études de la Défense nationale Provence, Katrin Aus Dem Siepen, directrice de la Section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris.

La conférence a lieu mercredi 10 novembre, de 18 à 20 heures. Salle de séminaire des Arcenault - 25, cours Honoré d'Estienne d'Orves 13001 Marseille - Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles sanitaires.

Le Prix de l'amitié franco-allemande 2021 décerné à une Marseillaise

Mme Katrin Aus dem Siepen, directrice de la section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris, a remis le Prix de l'amitié franco-allemande à Monique Beltrame, présidente du Comité Européen Marseille, à l'issue du colloque organisé sur la défense européenne ce 10 novembre avec le général Michel Foudriat, président de l'Association IHEDN Provence.

[Signalez ce contenu à notre équipe](#)



Agrandir l'image

Remise du Prix de l'amitié franco-allemande à l'Espace Colloque des Arcenaulx (Marseille). De gauche à droite : Mme Monique BELTRAME - le général Michel FOU德里AT - Mme Katrina aus dem SIEPEN. © Philippe LEGER

Sous le regard admiratif du général Michel Foudriat, président de l'Association de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale - Provence, Mme Katrin Aus dem Siepen, directrice de la section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris, a remis le Prix de l'amitié franco-allemande à Monique Beltrame, présidente du Comité Européen Marseille, à l'issue du colloque dédié à la

défense européenne qui s'est tenu à Marseille la veille de la commémoration de l'Armistice du 11 novembre 1918.

M. Guy Teissier, député, ancien Président de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées, s'était fait porté pâle en raison d'une grosse angine rendant sa voix à peine audible.

"Ce Prix est décerné une fois par an, le 3 octobre, jour de notre fête nationale, mais cela n'a pas été possible cette année encore à cette date, à cause de la pandémie", a précisé Mme Aus dem Siepen. Elle a mis en avant "le travail accompli (ndr : depuis 25 ans) en direction des citoyens par le Comité Européen Marseille sous la présidence de Mme Monique Beltrame... débats, informations sur l'Europe, échanges citoyens etc. tout ce qui est à la base-même du traité d'Aix-la-Chapelle..."

L'an dernier, le Prix de l'amitié franco-allemande avait distingué deux anciens de Nogent-l'Artaud (département de l'Aisne, le long de la rive gauche de la Marne), M. Pierre Houpeau et Mme Régine Daguinos, pour avoir préservé dans les landes la mémoire d'un camp de prisonniers.

"Le Prix de l'amitié franco-allemande, créé en 2008, récompense des citoyens français ou allemands de toutes origines, géographiques ou sociales, qui s'engagent personnellement afin de faire progresser l'amitié entre Français et Allemands. Leurs initiatives ont valeur de modèle. Elles sont susceptibles de motiver d'autres personnes à s'engager pour promouvoir à leur tour les relations entre les deux peuples".

Les lauréats du Prix de l'amitié franco-allemande sont choisis sur proposition par l'ambassade d'Allemagne à Paris ou par les consulats allemands en France.



Médaille de l'amitié franco-allemande © Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris

Article par [Philippe LEGER](#)



Paroles de Madame Katrin AUS DEM SIEPEN

Directrice de la section politique de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne

Remise du Prix de l'amitié franco-allemande

à l'issue des débats sur la défense de l'Europe, en présence du Général Michel FOUURIAT, Président de l'IHEDN-Provence (Institut des Hautes Études de la Défense Nationale), la Présidente du Comité européen Marseille a eu l'honneur de recevoir le Prix de l'Amitié Franco-allemande, remis par Madame Katrin Aus dem Siepen, Directrice de la section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris, « pour avoir défendu avec ferveur et passion depuis tant d'années la cause européenne... par les débats sur l'Europe, l'information sur l'Europe, l'analyse sur l'Europe... Il n'y a pas, a poursuivi la Diplomate, de partenariat franco-allemand sans l'Europe et pas d'Europe sans partenariat franco-allemand au service des Européens... Comme le souligne le Traité d'Aix la Chapelle, il ne peut y avoir d'Union Européenne sans engagement citoyen ».



Témoignage :

« Conférence très intéressante. Oui, l'Europe a besoin d'une défense forte pour montrer qu'elle existe et faire bloc contre certains dangers venant de l'Islam radical ou de la Chine, par exemple. Il faut créer un espace commun (maritime, aérien, et cybernétique) tout en tenant compte des spécificités géographiques et culturelles de chaque pays (méditerranéens ou aux frontières de l'Est). Il reste beaucoup de réflexions et de travail à venir. Monique s'est vu remettre la médaille de l'Amitié franco-allemande par la représentante de l'Allemagne. Un beau moment. » Annette FAHY S - Propos recueillis sur Telegram

Billet publié dans

ÉDITION Carnets d'Europe par Philippe **LEGER** 17 NOV. 2021

BILLET DE BLOG

Une fédération politique pour la défense européenne... Vite !

Le public de l'Espace Colloque des Arcenaux à Marseille a accueilli le mercredi 10 novembre 2021 deux intervenants * de haut niveau sur le thème « une armée pour l'Europe ? » ^[1]_[SEP] Le colloque a révélé que la France et l'Allemagne ne partagent pas le même point de vue sur la légitimité, indispensable pour construire et faire fonctionner une défense européenne.

Signalez ce contenu à notre équipe

[Philippe LEGER](#)

Abonné de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.



Mme Monique Beltrame - le général Michel Fondriat - Mme Katrin Aus dem Siepen.

D'entrée de jeu, Mme Monique Beltrame, qui préside le Comité Européen Marseille, l'organisateur du colloque, a présenté les enjeux et les défis à relever par les Européens afin de sauvegarder la paix, préserver leur modèle social, leur mode de vie, leurs cultures... leur civilisation ! ^[1]_[SEP]

Les propos des deux intervenants, formulés en termes très clairs, carrés pour le général Foudriat*, sans ambages pour Madame Aus dem Siepem*, ont été reçus

5 sur 5 par le public. Il a prouvé au cours des débats qui ont ponctué les exposés des deux personnalités, l'intérêt qu'il porte à une défense européenne authentique. Un sujet brûlant.

Général Foudriat : « L'Europe a vaincu la guerre... mais la guerre est toujours là ! »



"La guerre est toujours là" © KAINOA LITTLE
Comme l'a fait remarquer le général Foudriat :
« *L'Europe a vaincu la guerre... mais la guerre est toujours là !* ». [L] [SEP]

Le public a abondé dans le sens des orateurs. Résumons leurs propos : « *il s'agit de protéger nos pays, de sauvegarder l'intégrité de l'Union européenne, en apportant des réponses fortes et adaptées aux nouvelles menaces et agressions en tous genres, qui ne cessent de se multiplier. Pas seulement dans le monde, mais aux frontières de l'Union, sur son territoire-même, dans l'espace public, dans les services des États et ceux des entreprises privées.* » [L] [SEP]

Un jeune photographe, originaire de Washington, Kainoa Little, a immortalisé dans des conditions risquées l'exode des civils, futurs réfugiés, qui fuient en hâte la ville irakienne de Mossoul, assiégée, bombardée en 2017 par le groupe État islamique. © KAINOA LITTLE



Il faut faire face aux menaces nouvelles, notamment dans le domaine du cyber. Mais il ya aussi les conflits qui entraînent l'exode de populations, autant de flux migratoires intenses en direction de l'Europe. Souvent instrumentés de manière éhontée, odieuse, par des puissances étrangères pour déstabiliser l'Europe ou en tirer des revenus. *Il s'agit aussi pour les Européens de poursuivre l'œuvre de paix, afin de contribuer à l'émergence d'un monde responsable et solidaire.* [L] [SEP]
Face à ces menaces, face à la guerre qui gronde jusqu'à nos frontières, et tirant les leçons d'un protectorat américain qui délaisse ses alliés, l'Europe veut devenir un acteur stratégique efficace, puissant et reconnu comme tel sur la scène internationale. [L] [SEP] »

Opposition fondamentale entre légitimité démocratique et légitimité « étatique » [L] [SEP]

Les deux orateurs ont montré que la France et l'Allemagne tentent de mettre sur pied un grand projet de défense, afin d'affirmer « l'autorité » des Européens en matière stratégique. [L] [SEP]

Les enjeux industriels et économiques sont colossaux, comme l'a fait remarquer le général Foudriat. [L] [SEP]

Le point d'achoppement concerne cette « autorité » qui va conduire la politique de défense européenne. Qui va l'exercer ? Avec quelle légitimité ? Qui va la contrôler ? À quel niveau ?

Un peu d'histoire

Disons-le pudiquement, l'humeur est loin d'être gracieuse entre alliés européens quand on parle défense ! Comment lever les obstacles ?

Ces questions ne sont pas anodines. Nos pays s'y sont cassé le nez plus d'une fois. Les orateurs n'ont pas évoqué le traité CED mais il était présent dans tous les esprits.

Sous la Quatrième République, le traité sur la Communauté Européenne de Défense (CED) avait recueilli l'unanimité des États membres, tous l'avaient signés... même la France ! Il va échouer lors de l'ultime phase de ratification... devant le parlement français, le dernier à s'exprimer (1954).

Son refus de ratifier le traité CED a laissé la voie libre au protectorat américain. L'échec de la CED a laissé l'Europe de l'Ouest sous le parapluie quasi exclusif de l'Otan.

Ce n'était pas la moindre des contradictions des gaullistes, hostiles à ce projet, qui l'ont fait échouer en joignant leurs voix à celles des communistes.

Revenu aux « affaires » quelques années plus tard, le général de Gaulle, adversaire des alliances, particulièrement celle de l'Otan, prenait fait et cause pour les États-Unis lors de la crise des missiles de Cuba, à un instant où la tension était à son paroxysme.

Il a enrôlé notre pays sous la bannière étoilée, celle des États-Unis, dans une affaire qui a été, on le sait aujourd'hui, sur le point de dégénérer en conflit atomique !

Les ordres des froids stratèges de Moscou tardant à venir, la procédure d'engagement suivait son cours sous les ordres d'un officier russe particulièrement déterminé ! En octobre 1962, le monde est passé au bord d'une troisième guerre mondiale. Américains comme Russes étaient prêts à détruire la planète avec leur magnifique arsenal nucléaire... avec l'aide des Français et probablement des Anglais. Il s'en est fallu de quelques minutes.

Aujourd'hui, face aux agressions pour déstabiliser nos États, nos économies et nos industries, face à la guerre qui ravage des cités à 3 heures de chez nous, qui gronde à nos frontières, face aux provocations belliqueuses, la question du souverain revient sur le tapis.

Le colloque a mis en exergue, l'opposition fondamentale entre légitimité démocratique et légitimité « étatique » (celle des États nations).

Les deux intervenants ont joué cartes sur table. Ce n'est pas le moindre des mérites de ce colloque. Et visiblement le public a apprécié leurs connaissances et leur franchise.

Pour notre part, nous en tirons l'enseignement que si la France rêve d'une Europe à son image, plus exactement à l'image que s'en font ses dirigeants... l'Allemagne aussi !

La démocratie européenne face aux démocraties

Encore un autre aspect non abordé par les orateurs pour des raisons que l'on conçoit aisément mais qu'il est indispensable de rappeler. Côté français, le président est chef des armées et le parlement, réduit aux caquets, fait pâle figure.

Chez nous, la démocratie est en crise. Comme si le pouvoir souverain n'appartenait plus au peuple, à ses représentants. L'État s'en est arrogé le monopole. Il l'exerce au profit des grands groupes, notamment du secteur de la défense, les lobbies dictant la loi... c'est de notoriété publique. Dans ces conditions, l'élection du président de la République-chef de l'État ressemble de plus en plus à une partie de poker. Tout le monde peut tenter sa

chance... ou presque ! Elle donne des ailes aux opportunistes et encourage le populisme...^[SEP]

C'est moins cette élection qui est en cause que les pouvoirs exorbitants, dignes de ceux d'un monarque, conférés au président élu.

Lorsqu'il confond vitesse et précipitation, ses ordres représentent un réel danger pour notre démocratie et l'Union Européenne.^[SEP]

On songe à l'intervention française aux côtés de l'Otan en Libye, ordonnée par le président Sarkozy.

Notre propos ici n'est pas de faire le procès des militaires : ils sont aux ordres d'un dirigeant multi casquettes... « chef des armées - chef de l'État - président de la République ».^[SEP]

En Libye, notre pays s'est immiscé dans un conflit tribal. Il en a résulté un authentique succès pour les États-Unis, des pays du golfe Persique... et nos marchands d'armes. Un succès qui a sapé l'essor et ruiné les efforts d'une société civile organisée, proche de la France et des Européens.

Commencé il y a vingt ans, le conflit perdure et s'avère une source d'instabilité pour toute la région et au-delà.

^[SEP] Les migrants qui transitent par la Libye sont réduits en esclavage, servent de moyens de transaction, ce pays étant un important point de passage pour des dizaines de milliers de migrants, majoritairement issus de pays d'Afrique saharienne, qui cherchent à gagner l'Europe.^[SEP]

Le président-monarque décide, et peut prendre des décisions qui vont à l'encontre des droits humains, des citoyens. Et de l'Europe. Et ça ne date pas du règne de « Sarko 1er » ! Et ça continue de plus belle !

Aujourd'hui, pour faire face à l'immigration excessive, avant même de recevoir l'onction des électeurs, on entend des candidats à la prochaine élection présidentielle française déclarer leur volonté de « suspendre le droit européen », « pour un temps », afin de « retrouver notre souveraineté ». Une souveraineté du peuple français souvent mise à mal par ses propres dirigeants !

Songons aux Comores... Rappelons l'annexion de Mayotte en 1975 par voie électorale. Totalement illégale au regard du droit international. Elle est à l'origine d'une forte immigration, totalement incontrôlée et sous-estimée jusqu'au début des années 90 par les préfectures, du moins en Paca... et qui se poursuit encore aujourd'hui contre vents et marées.^[SEP]

La France entendait alors protéger ses intérêts dans le Pacifique, menacés par les velléités d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Elle a donc annexé l'île de Mayotte grâce à un tour de passe-passe électoral. La raison du plus fort est toujours la meilleure.

La leçon a été retenue par la Russie...^[SEP] elle a envahi la Crimée, territoire ukrainien, et procédé à son annexion par la même voie : le référendum en 2014. Annexion illégale, comme celle de la France, désavouée par la Communauté internationale...

^[SEP] Instruite par son passé dramatique, les nazis ont utilisé l'arme du référendum pour s'imposer, l'Allemagne de l'après-guerre a placé sagement le contrôle de l'exécutif sous l'autorité de son parlement... un vrai parlement !

^[SEP] Il est donc logique que la République Fédérale envisage de placer le contrôle de cette « défense européenne » sous le contrôle du parlement européen, comme l'a affirmé Mme Aus dem Sapen... Rien ne remplace l'efficacité et la simplicité apportés par le contrôle démocratique !

^[SEP] La preuve a contrario avec l'Europe du traité de Lisbonne...^[SEP] Aujourd'hui, les États nations, gangrenés par les lobbies, se heurtent, transigent, en matière de défense européenne. Comme dans d'autres domaines, c'est la course à

l'échalote, ils en sont réduit à rechercher le compromis « à tout prix ». Souvent la montagne accouche d'une souris.

Il en résulte une « réalité », loin d'être satisfaisante, même si le général Foudriat a su en faire ressortir des aspects positifs au cours du colloque.

La défense européenne aujourd'hui... ? Un inventaire à la Prévert !

Exposé du général Foudriat lors du colloque "une armée pour l'Europe ?" - Marseille, 10 novembre 2021 © P L

Le général Foudriat a mentionné toute une liste de programmes, de coopérations, de créations, d'initiatives, pas piquée des hannetons. « *Des programmes d'armement. Une agence européenne de défense. Des "coopérations". Une brigade franco-allemande (ndr : à quoi sert-elle au juste ?) Un corps de réaction rapide européen (CRR-E) à Strasbourg. Des frégates franco-allemandes. Une école-allemande pour le tir ("basée en Provence, elle est ouverte aux soldats des autres pays européens"). Une force maritime européenne. Une force de gendarmerie européenne. La politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Frontex. L'État-Major de l'Union européenne. L'initiative européenne d'intervention ("une idée du président Macron qui date de 2017" ; aujourd'hui 13 États en font partie). Des opérations menées en Syrie, Libye, Mozambique etc.*

La force Takuba : « *il s'agit de permettre aux soldats européens de transmettre leur savoir-faire en matière de lutte contre le terrorisme à l'armée malienne. Passée récemment sous le commandement d'un général suédois, la force Takouba est confrontée aujourd'hui à la présence de mercenaires russes* », a rappelé le général Foudriat. Des mercenaires sans foi ni loi, ajoutons-nous, d'une société privée... ainsi la Russie se lave d'avance les mains de leurs crimes et exactions... alors qu'officiellement le Mali mise sur l'aide de la Russie pour rétablir sa sécurité ! Décidément, nous évoluons dans un monde hypocrite et retors.

Un inventaire à la Prévert ne fait pas une défense européenne. On tourne autour du « pot » pendant que les lobbies de l'armement, eux, y plongent leurs mains.

Le général Foudriat a poursuivi son exposé en faisant part de « *ses réflexions qui n'engagent que lui* ». Il a montré les faiblesses de l'Europe. Ses propos sonnaient justes. Pour lui, c'est sûr : « *une armée européenne n'est pas prête de voir le jour* ». On ne peut que lui donner raison... si le présent cadre institutionnel est maintenu.

Aujourd'hui, beaucoup pensent que les États nations poursuivent une chimère : constituer une « Fédération d'États nations », but assigné par le traité de Lisbonne. Une expression pompeuse, qui porte en elle sa propre contradiction tel un oxymore.

Mme Katrin Aus dem Siepen : « Pas de défense européenne sans une volonté politique »

Exposé de Mme Aus dem Siepen, directrice de la section politique de l'Ambassade d'Allemagne à Paris. © P L

La construction d'une authentique Défense européenne, pour faire émerger « l'Europe puissance » souhaitée par le général Foudriat, nécessite « une volonté politique » a insisté la représentante de l'Ambassade d'Allemagne... On déduit de ses propos que la construction d'une véritable Défense européenne exige d'abord l'abandon de la légitimité « étatique » au profit et de la légitimité démocratique.

Autrement dit, le Parlement Européen a son mot à dire. Mme Aus dem Sapiem l'a affirmé clairement : « *une défense européenne doit être placée sous le contrôle des parlementaires* »... mais, c'est pure chimère que d'envisager des États membres tirillés, écartelés par leurs lobbies, avec des conceptions pas forcément les mêmes sur l'État de droit, définir avec leurs parlements, de manière consensuelle, cette politique de défense pour une « Europe puissance » !

Le Parlement Européen, représentant légitime de près de 500 millions d'habitants, s'il est doté de pouvoirs législatifs dignes de ce nom, semble tout indiqué. Il favorisera aussi à coup sûr, dans un délai qu'on espère court, l'instauration d'une fédération politique.

C'est dans la logique des choses et clair comme de l'eau de roche. Sans cette fédération politique, « l'Europe puissance » semble inconcevable. L'Europe reste condamnée à l'impuissance.

Si cela peut rassurer les nationalistes, mais aussi les tenants (nous en sommes) du respect de la diversité culturelle, notamment celles de nos nations, de nos régions, les États ne disparaîtront pas pour autant. « *Une fédération politique laisse intacte les identités nationales et régionales ainsi que les capacités d'autogestions des États membres* », relève Ferdinand Kinsky dans son ouvrage « l'Allemagne et l'Europe » (édité par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe - Lausanne 1995.)

Les États perdureront dans cette fédération, non plus en se confrontant comme des boucs, mais en œuvrant pour le bien commun, à l'exemple des 16 États qui composent la République Fédérale d'Allemagne.

Il est notable que c'est l'Allemagne, et non la France, qui incarne le mieux l'esprit européen. Elle porte sur ses épaules de géante le projet de Jean Monnet dont elle membre fondateur. Elle nourrit des États aux mamelles de ses finances et de son économie, la 4e du monde. Elle est le ciment d'une Union Européenne qui occuperait le second rang, juste après les États-Unis.

La République Fédérale n'a jamais trahi son engagement en faveur de l'Europe, comme l'a fait la Ve République sous la présidence du général de Gaulle. Sous la férule du général, l'Europe a régressé au niveau des États nations et du vote à l'unanimité.

Ne parlons pas de la Grande-Bretagne, ou plutôt de l'Angleterre, qui a renié l'Europe avec son Brexit...

Les institutions authentiquement fédérales de notre grand voisin continental serviront de canevas... Car tel est le destin de l'Allemagne ! Car tel est le destin de l'Europe ! •

* Madame Katrin Aus dem Siepen, directrice de la Section politique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris et du Général ;

* Monsieur le général Michel Foudriat, Président de l'Association de l'institut des Hautes Études de la Défense Nationale - Provence.

- Madame Monique Beltrame, présidente du Comité Européen Marseille, a assuré la présentation du colloque.

- Monsieur Guy Teissier, Député, membre de la commission des Affaires Étrangères, ancien Président de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées, figurait au programme. Victime d'une extinction de voix (grosse angine), il s'était fait porter pâle.



L'ADIEU DE LA CHANCELIERÈRE ANGELA MERKEL
APRÈS SEIZE ANS AUX COMMANDES DE L'ÉTAT



QUELLE ALLEMAGNE
AU CŒUR DE L'EUROPE ?



Europe : feu vert pour la coalition tricolore - par Monique Beltrame

Publication Mise en page Blog [Philippe LEGER](#)

Les dernières élections législatives ont accouché en Allemagne d'une coalition surprenante. Elle unit les Sociaux-démocrates (rouge), les Libéraux (jaune) et les Écologistes (vert). Des objectifs intrépides, un esprit européen de renouveau, en faveur de plus d'intégration, cimentent le gouvernement tricolore du nouveau chancelier Olaf Scholz (SPD).



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et le futur chancelier de la RFA, Olaf Scholz. Le 18 novembre 2021, Ursula von der Leyen s'est rendue à Berlin, où elle a rencontré Olaf Scholz, alors vice-chancelier fédéral allemand et ministre fédéral des Finances, et a assisté à la cérémonie de remise du prix Henry A. Kissinger, décerné à James N. Mattis, ancien secrétaire américain à la Défense. © Coopérateurs : Photographe : Steffi Loos Union européenne, 2021 Copyright Source : CE - Service Audiovisuel.

Le 26 septembre, les sociaux-démocrates, ont légèrement devancé, avec 25,7% des voix, le parti traditionnel CDU-CSU de l'ex-Chancelière Angela Merkel avec 24,1%... un effondrement, comparé à son niveau le plus bas de 30%. Dans le système parlementaire allemand, ce n'est pas le parti qui arrive en tête qui prend le pouvoir. Il faut trouver une majorité avec d'autres partenaires et s'entendre sur un contrat de gouvernement. Après deux mois de tractations et de réflexion, un nouveau contrat a été signé le 24 novembre par une coalition surprenante. Elle unit dans un même élan les Sociaux-démocrates (rouge), les Libéraux (jaune) et les Écologistes (vert). Comment une telle entente est-elle possible ?

SPD : Dans la continuité du plan de relance franco-allemand.

Olaf Scholz (SPD), le nouveau chancelier, s'inscrit en fait dans la continuité de l'effort fourni pendant la pandémie pour sauver l'Europe de l'effondrement : le Plan de relance proposé par le « couple » franco-allemand lors de la présidence allemande du Conseil européen le 21 juillet 2019.

Le Ministre des Finances d'alors qui rassura l'ex Chancelière allemande dans cette décision historique, est aujourd'hui le neuvième Chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, donnera le nom de NextGeneration.eu à ce Plan qui doit construire et assurer l'avenir.

Les Verts : « Osez plus de progrès !

Prenant résolument ce virage ce nouveau contrat porte le nom prometteur de « Oser plus de progrès ». Dans le souci d'orienter le développement économique vers une nouvelle politique en accord avec le changement climatique, il n'est pas surprenant que les Verts se trouve à la tête d'un super ministère de l'Économie et du Climat, confié à Robert Habeck, co-président des Verts et Vice-Chancelier.

C'est certainement avec l'orientation politique de la présidente des Verts Annalena Baerbock, première femme Ministre des affaires étrangères et la plus jeune de l'équipe, que l'on peut mesurer le degré de maturité des écologistes allemands. Elle part du principe que lutter contre le changement climatique implique d'être en capacité de se faire respecter sur la scène

OTAN ASSURANCE VIE DE L'EUROPE

OU

DÉFENSE EUROPÉENNE ?

internationale. C'est alors que le mot souveraineté « Souveränität », fait son apparition sans complexe dans la langue diplomatique allemande pour assurer à l'Europe une politique européenne indépendante des grands blocs.

Boussole stratégique : l'accord gouvernemental est en faveur de la création d'un ministère des Affaires étrangères de l'UE et mise sur un « partenariat franco-allemand fort »

Un des dossiers majeurs de la présidence française pourrait ainsi avancer : l'adoption de la "boussole stratégique" de l'UE. Un agenda doit fixer le cap de la politique européenne de sécurité et de défense dans les années à venir et pourrait aboutir au Sommet de la défense européenne", prévu en mars à Toulouse.

Dans cette logique, l'accord gouvernemental tripartite évoque la nécessité d'un ministère des Affaires étrangères de l'UE et met en avant un « partenariat franco-allemand fort ». Ce souhait implique une avancée de l'UE vers un État fédéral européen, selon les principes de subsidiarité et de proportionnalité. La nécessité de modifier les traités s'impose, concernant en particulier la règle de l'unanimité qui paralyse les prises de décision du Conseil Européen. Le gouvernement tricolore du futur Chancelier Olaf Scholz, social-démocrate, est résolument pro-européen et écologiste. Dans sa volonté de lutter contre le changement climatique il s'engage pour l'augmentation de la production des énergies renouvelables et la sortie du charbon huit ans plus tôt que prévu. Mais à la fois réaliste et soucieux de la faisabilité dans les meilleures conditions, le gouvernement n'exclut pas l'utilisation provisoire du gaz pour l'Allemagne. Enfin, pour ne pas créer de tension avec la France tout en évitant l'opposition des Verts, la question de l'énergie nucléaire n'est pas abordée dans le contrat de gouvernement du Chancelier Scholz.

Un jaune au ministère des Finances

Comment financer un tel programme ? Le choix se porte sur les Libéraux qui obtiennent le ministère des Finances. Il revient à son Président Christian Lindner qui a l'obligation de maintenir le budget en équilibre et gérer la maîtrise des dettes. Pourtant face à la situation sanitaire et les bouleversements liés au changement climatique, la porte reste entrouverte à la négociation sur le Pacte de stabilité et de croissance. On parle d'effort « soutenable ». La défense des valeurs européennes n'est pas oubliée. La réforme des services numériques pour permettre de mieux réguler les plateformes et intensifier la lutte contre l'appel à la haine et le terrorisme en ligne remportera l'adhésion générale. Mais lorsque la présidence française voudra confirmer le respect de l'État de droit dans les États membres et envisager l'application du mécanisme de conditionnalité du versement des fonds européens, pour l'instant suspendu à une décision de la Cour de justice européenne, la tempête à l'Est du continent ne laisse pas présager un ciel sans nuage.

Le gouvernement allemand souffle un esprit européen de renouveau sur la prochaine présidence française du Conseil.

Même placée dans une actualité particulièrement agitée, la présidence française si importante dans ses ambitions, aura besoin de l'esprit du nouveau gouvernement allemand, pour s'appuyer sur le socle originel de la construction européenne. Est-ce la réponse au programme souhaité d'Emmanuel Macron à la Sorbonne lors de sa prise de fonction en 2017 et au renouvellement de l'engagement franco-allemand au Traité d'Aix-la-Chapelle du 22 janvier 2019 ? L'histoire prend ici tout son sens et justifie la foi en l'humanité des Pères fondateurs qui lancèrent en 1950, au-delà des atrocités et des folies meurtrières, un projet inouï pour unifier un continent composé d'une myriade de pays que seule la culture éclairait d'un même esprit qu'on appelle civilisation.

Monique Beltrame
Présidente du Comité Européen Marseille
(8 décembre 2021)



Publication Sélection photo, titre, chapeau et intertitres : Philippe LEGER

La Provence

N° 8947

Marseille

Dimanche 12 décembre 2021

L'avenir de l'Europe en phase ascendante de maturité

Importante et ambitieuse, la présidence française du Conseil de l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier 2022 a un calendrier qui ne lui est pas favorable. L'élection présidentielle écourté l'essentiel de son action aux trois premiers mois. De plus, le gouvernement allemand se met à peine en place. Une avancée est-elle possible sans le soutien indéfectible de partenaires engagés ? *"Oser plus de progrès"*: tel est le titre du contrat de la coalition allemande "feu tricolore" rouge (SPD), jaune (libéraux) vert (écologistes). Signé le 24 novembre, il annonce une vision dynamique se démarquant de la gestion prudente de la Chancelière. Délibérément le mot *"souveraineté"* remplace le terme d'*"autonomie"*. Cette petite révolution de vocabulaire laisse présager une avancée pour l'adoption de la *"boussole stratégique"* qui doit fixer le cap de la politique européenne de sécurité et de défense. La ministre présente aux Affaires Étrangères, l'écologiste Annalena Baerbock, a déclaré que le nouveau gouvernement souhaitait *"une politique étrangère européenne active"* pour



MONIQUE BELTRAME

Présidente
du comité
européen
Marseille

renforcer *"la souveraineté stratégique de l'Europe"*. Encore faudrait-il pour réussir une politique étrangère commune. Aujourd'hui, Josep Borrel, Haut représentant du Service européen des Affaires Extérieures (SEAE), est soumis au diktat de l'unanimité du Conseil européen. C'est pourquoi l'accord tripartite évoque la nécessité d'un ministère des Affaires étrangères de l'UE et met en avant un *"partenariat franco-allemand fort"* pour une avancée de l'UE vers un État fédéral européen. L'accord reconnaît la nécessité de modifier les traités et envisage même que *"la conférence sur l'avenir de l'Europe"* débouche sur un projet d'avenir. La question des finances se pose face à de telles ambitions. Christian Lindner, président des libéraux, devient le ministre des Finances. Tout en prévoyant la maîtrise des dettes, il parle d'effort "soutenable". Face à la situation sanitaire et aux bouleversements économiques liés au changement climatique, il laisse la porte ouverte à la négociation sur le Pacte de stabilité et de croissance. Réaliste, le gouver-

nement du nouveau Chancelier Olaf Scholz, social-démocrate, conçoit, pour réussir la transition énergétique, la poursuite provisoire de l'utilisation du gaz pour l'Allemagne et du nucléaire pour la France. Quel chemin parcouru depuis le discours à la Sorbonne en 2017 ! Dans la continuité du plan de relance Next Generation.eu en 2020, les Allemands et les Fran-

Deux États, même expérimentés, ne peuvent suffire à donner une âme à l'Europe. Il lui faut ses racines méditerranéennes.

çais avancent ensemble, dans la discrétion, fruit d'échanges laborieux, preuve d'une confiance mutuelle adossée à une maturité qui peut conduire les 27 vers des avancées salutaires. Pourtant, deux États même expérimentés ne peuvent suffire à donner une âme à l'Europe. Il lui faut ses racines méditerranéennes.

OPINION

Née d'une initiative française le **9 mai 1950**, la construction européenne incarne la plus formidable aventure du XX^e siècle. L'acte fondateur de l'Union est la **Déclaration de Robert Schuman**. Pour sortir le vieux continent de la spirale infernale de la guerre, le Ministre des Affaires de la France prit la responsabilité historique de mettre en œuvre le plan de Jean Monnet en proposant à l'ennemi d'hier, l'Allemagne : **"La mise en commun des productions de charbon et d'acier qui assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape d'une Fédération européenne** ». *C'est cette histoire que nous nous proposons d'expliquer et de de raconter*

COMITÉ EUROPÉEN MARSEILLE

Le Comité européen Marseille est une association (loi 1901) de bénévoles qui souhaitent œuvrer dans le sens de la Construction européenne avec la participation active de leurs concitoyens. Ce sont les militants du Comité européen Marseille qui sont à l'origine de la première célébration officielle à Marseille de la Journée de l'Europe, le 9 mai 1994, à laquelle le Maire de Marseille, Robert Vigouroux, apporta son concours. A cette occasion fut inauguré le *Rond-point Jean Monnet* devant le technopôle de Château Gombert. Un an après, le 9 mai 1995, Monsieur le Maire renouvela l'honneur dont il avait gratifié l'action des bénévoles, en inaugura *la Place de l'Europe Marcel Brion*, à l'entrée de l'autoroute Est, en souvenir du poète marseillais. Devant le succès de cette fête de l'Union, le petit groupe de militants fonda le Comité Européen Marseille (CEM), le 13 juin 1995 afin de pouvoir prolonger tout au long de l'année leur action citoyenne en faveur de l'unification du continent.

L'EUROPE EN MARCHÉ



COMPOSITION DU BUREAU :

Monique BELTRAME Présidente
Michel PAUTOT Vice-président et Trésorier
Philippe LEGER Secrétaire général
Michel HENRIET Conseiller administratif
Daniel MICOLON Education nationale

"Cet ensemble ne pourra et ne devra pas rester une entreprise économique et technique, il faut une âme, la conscience de ses affinités historiques et de ses responsabilités présentes et futures, une volonté politique au service d'un même idéal humain".

(Robert Schuman).

Adhésion

Nom

Prénom

Adresse

Téléphone

Profession ou Qualité

Membre actif **Cotisation annuelle : 25 €**

Membre bienfaiteur ou collectivité..... à partir de 50 €*

La cotisation annuelle est à adresser par chèque au

COMITE EUROPEEN MARSEILLE -10 avenue Croze-Magnan — 13008 Marseille

Tél 06 63 44 51 66 cemeurope@gmail.com - www.comiteeuropeen.eu

Si vous vous souhaitez participer activement à l'action du Comité Européen Marseille ou rester informé simplement de toutes nos manifestations, vous êtes invité à apporter votre adhésion.. seul revenu de l'association.

Rotary
Marseille St-Michel



organise

CONFERENCE DEBAT

par **Monique BELTRAME**
présidente du Comité Européen Marseille



Regards sur l'Europe

Quelles avancées, quels défis ?

lundi
MARS
2022

21

MAISON SUISSE
7 rue d'Arcole (Marseille 6^e)



Tarif 25€ (étudiants 15€) - Conférence à 19h - Réservations : 06 82 92 33 79